



## Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-02-01/ 2021-02-15]

**Publicación quincenal**

**Edición en francés por Luc de l'Arbre**

**Lundi 1<sup>er</sup> février.**

**Félix Tshisekedi appelé à garantir la sécurité du questeur du Sénat.** Selon la société civile de la RDC, suivons avec attention, les cris de détresse et d'alarme sur l'honorable Eric Rubuye, questeur du sénat. Il nous revient que sur base des allégations de blanchiment d'argent montées par des officines politiques pour des raisons probablement de règlement des comptes, de reconfiguration politique actuelle, il lui a été proféré des intimidations, des menaces de morts jusqu'à le pousser à une vie de clandestinité. Ce qui frise non seulement la persécution mais aussi met en mal l'état de droit pourtant prôné par le chef de l'Etat. Les organisations des défenses des droits de l'homme et les mouvements citoyens dénoncent ces méthodes staliniennes et demandent au président de la république de tout mettre en œuvre pour garantir la sécurité et le droit du questeur du sénat. Elles prennent à témoin la communauté internationale et leur demandent de s'impliquer pour garantir la protection du questeur du sénat aujourd'hui traqué », à dénoncé Me William Wenga.

**Le directeur de Cabinet du chef de l'Etat annonce la suspension de recrutement, nomination et la promotion du personnel à tous les niveaux.** Le Directeur de cabinet du chef de l'Etat, Guylain Nyembo a édicté une série de mesures conservatoires consécutives à la démission du Premier Ministre, Sylvestre Ilunga Ilunkamba. Il suspend également tout engagement, liquidation et de paiement de toutes dépenses autre que les charges du personnel. Les voyages à l'extérieur du pays des membres du gouvernement et ceux de leurs cabinets sont aussi concernés par cette mesure.

**Bukavu : 4 personnes tuées par des hommes non identifiés.** Quatre personnes ont été tuées samedi 31 Janvier, dans les communes urbaines de Kadutu et Bagira par des hommes non identifiés. Cette résurgence de l'insécurité dans la ville de Bukavu inquiète les habitants qui se disent abandonnés. Contacté le commissariat de la police du Sud-Kivu a affirmé être sur les traces de bandits qui utilisent un nouveau mode opératoire, celui de voler et tuer même en pleine journée.

**1er février 2017-1er février 2021 : 4 ans que mourrait Etienne Tshisekedi.** Il fut l'opposant historique à Mobutu depuis 1982 puis à Laurent Désiré Kabila puis à son fils Joseph Kabila. D'après un le programme de la maison civile du chef du l'Etat, une cérémonie commémorative est prévue ce matin à son mausolée dans la commune de la N'Sele (Extrême Est de Kinshasa). Le Président Félix Tshisekedi, les membres de la famille et les cadres de l'UDPS seront présents au mausolée.

**Beni : plus de 20.000 déplacés vivent dans des conditions précaires dans les familles d'accueil à Kyondo.** L'ONG Mission d'aide aux personnes en détresse, a mené une étude d'évaluation sur les conditions de vie de ces déplacés dont la majorité sont venus du secteur de Ruwenzori au mois d'octobre fuyant les atrocités des ADF. Le Coordonnateur de

l'ONG invite les autorités compétentes et les humanitaires à voler au secours de ces déplacés qui sont dépourvus de tout.

**Présentation du plan stratégique nationale de santé à Kinshasa.** Ce document a été élaboré par la direction générale d'organisation et gestion des services de santé (DGOGS). C'est la ville province de Kinshasa qui a d'abord été ciblée pour la présentation de ce document qui permettra aux communautés de base de prendre conscience et résoudre leurs problèmes de santé. Selon le docteur, cadre de la DGOGS, ce document répond aux exigences du plan national de développement sanitaire. Ce plan stratégique national de la santé communautaire, prend en compte toute la République démocratique du Congo.

**Assemblée nationale : les candidats invalidés aux postes du Bureau définitif dénoncent l'injustice.** Dans une déclaration faite dimanche 31 janvier 2021, ils proposent de saisir l'Union interparlementaire. « L'exclusion de plusieurs candidatures par des motifs fallacieux met sérieusement la démocratie dans notre pays », a déploré Jean Kimbunda, candidat invalidé au poste de président du Bureau définitif. Après la publication de la liste de candidats aux sept postes du Bureau définitif de la chambre basse, seules les candidatures du ticket de l'Union sacrée ont été retenues. Mais Jean Kimbunda affirme qu'il est inadmissible que le Bureau d'âge conduise un processus électoral, dans lequel deux de ses membres sont candidats à l'élection du Bureau définitif. **Assemblée nationale : les candidatures indépendantes devraient être retenues, estime la société civile.** Dans un point de presse tenu à Kinshasa, le coordonnateur de cette structure citoyenne, recommande aussi aux députés nationaux de privilégier la représentation des femmes. Il pense que la RDC traverse, depuis un certain temps, une situation complexe caractérisée par les événements qui se passent à l'Assemblée nationale. Toutefois, il encourage les efforts fournis, pour doter la chambre basse du parlement du Bureau définitif, « pour que la RDC continue à demeurer un État de droit dans la séparation du pouvoir et permettre aux dirigeants de réaliser leur programme d'action pour le bien-être du peuple congolais. »

**Journée mondiale de la lèpre: le Haut-Katanga compte 323 cas sous traitement.** Le monde a célébré le 31 janvier, la journée mondiale des malades de la lèpre. La province du Haut-Katanga compte à ce jour 323 cas qui sont sous traitement. Ils sont enregistrés dans plusieurs zones de santé. Le ministre provincial de la santé demande aux membres des familles des personnes souffrant de la lèpre de les encourager à prendre les médicaments qui sont disponibles dans les centres de santé et sont administrés gratuitement. Pour Joseph Sambi Bulanda, l'objectif visé, c'est de vivre avec une génération sans lèpre.

**Le Sénat convoque une session extraordinaire pour examiner le projet de la Zone de libre-échange.** L'Assemblée Nationale a adopté vendredi 22 janvier le projet de loi autorisant la ratification de l'Accord portant création de la ZLECAF. Il ne restait donc qu'au Sénat d'autoriser aussi la ratification de la RDC à cet Accord pour qu'il entre en vigueur en RDC deux ans après sa signature par le pays. C'est dans cette logique que la chambre haute convoque la session extraordinaire, en vertu de l'article 116 de la Constitution, sur demande du Président de la République. La session extraordinaire pourra être aussitôt clôturée dès que le Sénat épuisera l'ordre du jour pour lequel elle a été convoquée et, au plus tard, trente jours à compter de la date du début de la session.

**L'ancien directeur général de la Regideso, Gilbert Tshiongo, est décédé.** Gilbert Tshiongo Tshibinkubula Wa Ntumba est décédé lundi 1er février à Kinshasa, à l'âge de 78 ans, selon sa famille. Il a été président directeur général de la Regideso, gouverneur du Kasai-Occidental, et ancien ministre de l'Energie. Il était aussi grand notable de Dimbelenge.

**Mongala : l'assemblée provinciale adopte le budget 2021 chiffré à plus de 32 millions USD.** L'adoption de ce document, par l'assemblée provinciale, a eu lieu samedi 30 janvier. Selon le gouverneur intérimaire de la province, le nouveau budget qui est fixé à plus de 65 milliards des francs Congolais (32 500 000 USD), a été revu à la baisse, pour raison de COVID-19. Il est équilibré en recettes et en dépenses. Il a été voté à l'unanimité par dix-neuf députés présents à l'hémicycle. Au cours de la même plénière, l'Assemblée provinciale de la Mongala a voté la mise en accusation du gouverneur Crispin Ngbundu Malengo et de son vice, Serge Mongulu, déchus l'un après l'autre, pour outrage à l'organe délibérant et détournement des deniers publics. Pour les mêmes faits couplés d'insubordination au pouvoir central, les députés ont aussi mis en accusation le ministre provincial des ITPR, Georges Engbu.

**Bukavu : des officiers de l'armée, de la Police et de l'ICCN en formation sur la gestion de la sécurité physique des armes légères.** Trente personnes dont douze issues des Fardc<sup>2</sup>, douze autres de la PNC et cinq du Parc National de Kahuzi Biega prennent part à cette formation de dix jours, initiée par la section UNMAS de la Monusco et assurée par la police des Nations Unies UNPOL-Bukavu. Elle a pour objectif de lutter contre la prolifération des armes légères afin de réduire la violence armée. Ces personnes sont formées à la bonne gestion des armes et des munitions au sein d'une armurerie. Aussi à mieux sécuriser des stocks afin de la réduction de la violence armée.

**Nord-Kivu : des femmes et enfants soignés gratuitement par les services médicaux des contingents de la Monusco.** Au Cours de cette campagne plus de mille femmes et quatre cents enfants, ont été consultés et soignés gratuitement au cours de cette opération. Ladite campagne a couvert une dizaine des villages dans les localités de Pinga, en territoire de Walikale, Luofu en territoire de Lubero, Nyanzale, Nyamilima, Rwindi et environs dans le territoire de Rutshuru. Le constat fait par toutes les équipes soignantes déployées sur le terrain, fait état des plusieurs femmes souffrantes des infections vaginales caractérisées par la gonorrhée, le trichomonas ainsi que les streptocoques qui sont souvent à l'origine des infections néonatales. Chez les enfants, c'est surtout la malnutrition a affirmé le major docteur du contingent indien Kitrii.

**Ituri : des miliciens de la Codeco occupent trois chefferies dans le territoire de Mahagi.** Ces miliciens de la Codeco se sont installés depuis une semaine en chefferie de Walendu Watsi à la limite avec le territoire de Djugu. Sur place, ils récoltent des vivres dans les champs des autochtones. D'autres occupent depuis dimanche la chefferie de Djukot, toujours en territoire de Mahagi. Ils ont pillé des vaches, des moutons et des chèvres. Certains habitants quittent le village pour trouver refuge ailleurs. La présence de ces assaillants est également signalée dans la chefferie de Panduru où ils ont pris en otage certains habitants pour construire leurs abris, rapporte la société civile locale. Ceux qui ne sont pas disponibles pour ces travaux, sont soumis au paiement des amendes en nature ou numéraire. Par contre, ceux qui résistent sont soumis à des tortures.

**La Banque mondiale reporte le décaissement de 100 millions USD après les révélations de l'IGF.** « La Banque se félicite de l'engagement au plus haut niveau des autorités de la RDC à promouvoir la transparence dans la gestion des finances publiques. Il convient de noter en particulier l'enquête menée par l'Inspection Générale des Finances (IGF) sur le secteur de l'éducation qui a révélé, selon des informations parues dans la presse, des manquements, notamment des cas de fraude et de détournements de fonds publics, ainsi que des faiblesses dans les contrôles internes. Tenant compte de ces conclusions, le décaissement prévu au mois de décembre a été reporté à une date ultérieure, pendant que la Banque mondiale exerce également sa responsabilité fiduciaire », indique le communiqué. En tant que financier du projet PERSE, la Banque mondiale travaille en étroite collaboration avec les autorités congolaises pour recueillir des informations supplémentaires concernant les conclusions de l'enquête de l'IGF, y compris toute proposition de mesures correctives. « En juin 2020, le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé le Projet pour l'Equité et le Renforcement du Système Educatif (PERSE), d'une valeur de 800 millions de dollars échelonné sur quatre ans. Ce projet appuie le programme de gratuité de l'enseignement primaire du gouvernement de la RDC et vise à alléger le fardeau des frais de scolarité des ménages, à améliorer l'accès à l'enseignement primaire dans plusieurs provinces.

**Assemblée nationale : lancement de la campagne électorale des candidats à l'élection du bureau définitif.** Huit candidats sont retenus pour sept postes. Il sied de signaler que six d'entre eux sont réservés à l'Union sacrée, tandis qu'un seul ira au Front commun pour le Congo (FCC), actuelle opposition parlementaire. Alors que la campagne se clôture le mardi 2 février, le collectif des candidats invalidés continue à dénoncer le fait qu'ils ont été écartés en violation de la loi et du jeu démocratique.

**Mardi 2 février.**

**Félix Tshisekedi rencontre Abdel Fatah Al-Sisi mardi 2 février au Caire.** Le Président de la République démocratique du Congo, Félix-Antoine Tshisekedi rencontre mardi 2 février au Caire, son homologue égyptien, Abdel Fatah Al-Sisi. **Abdel Fattah al-Sissi s'engage à accompagner la RDC dans la restauration de la paix dans l'Est de la République.** Pour Abdel Fatah, la RDC et son Président peuvent compter sur l'Egypte qui demeure un pays ami et frère, indique la Presse présidentielle. Prenant la parole à son tour, Félix-Antoine Tshisekedi a remercié son homologue pour la disponibilité de sa nation à mettre tout en œuvre pour que le partenariat avec la RDC soit un franc succès. La lutte contre la pandémie de la Covid-19 a également fait partie des échanges entre les deux Chefs d'Etats. Face à la problématique des eaux du Nil qui devient de plus en préoccupante avec pour risque un embrasement militaire, Félix-Antoine Tshisekedi a plaidé pour le dialogue, seule voie qui permettrait à dégager des solutions idoines pour que la concorde revienne entre l'Egypte, l'Ethiopie et le Soudan. **400 millions USD destinés à l'investissement** dans le domaine agro-industriel, des infrastructures, et de la PTNTIC ont été mobilisés lors de la visite du Président Félix Tshisekedi en Egypte. Ce montant représente l'ensemble du montage financier des différents accords signés au Caire entre la délégation du chef de l'Etat Felix Tshisekedi et des investisseurs Egyptiens ce mardi 02 février. Il y a également des ententes avec le génie militaire égyptien pour faciliter la navigabilité sur le fleuve Congo.

**Beni : la Monusco pose la première pierre de construction de 9 bases militaires Fardc.** « La pose de la première pierre des 9 bases à l'échelon des compagnies dans les zones rouges c'est un début du processus de la résolution 2502 des Nations Unies qui prévoit le retrait progressif et responsable de la Monusco, pour qu'au fur et à mesure quand la Monusco va se désengager, que nous puissions remplir la mission de l'Etat c'est-à-dire la sécurité. Autant on nous construit la première base, demain ce sera la deuxième, jusqu'à la neuvième mais, le message c'est qu'un jour, la

Monusco quand elle partira, les Fardc vont assumer la responsabilité régalienne de l'Etat. J'ai félicité et encouragé les hommes sous commandement secteur ».

**Kinshasa : les vendeurs du rond-point UPN dispersés par la police.** Ces policiers ont incendié leurs marchandises, affirmant agir sur ordre de leurs supérieurs hiérarchiques. Les marchands inconsolables crient au scandale, et disent avoir tout perdu. A la question de savoir où vont aller ces vendeurs. L'officier répond : « Ce n'est pas à moi répondre à cette question. Ils savent qu'il est interdit de vendre sur le rond-point. »

**Kananga : l'ONG ENAV apporte de l'assistance aux enfants détenus de la prison centrale.** L'ONG Enfant Avenir (ENAV), a remis lundi 1<sup>er</sup> février, des vivres et non-vivres aux enfants détenus à la prison centrale de Kananga. Ce don est constitué des habits, des savons, des boîtes de sardines, ainsi que des kits de protection contre le Coronavirus.

**La justice demande au Sénat d'autoriser la poursuite de Thambwe Mwamba pour détournement.** Selon le réquisitoire du procureur, Alexis Thambwe Mwamba est poursuivi pour avoir tiré, le 6 janvier 2021, pour le compte du Sénat trois chèques à la banque commerciale du Congo (BCDC), des sommes de 2 millions d'Euros, 1 millions USD et 1 millions de Francs congolais (500 USD). Le trésorier du sénat aurait remis les montants au conseiller financier du questeur du Sénat. L'argent aurait été ensuite remis à Alexis Thambwe Mwamba à sa résidence, explique le procureur général près la Cour de cassation dans son réquisitoire. Selon le procureur général, ces faits constituent l'infraction de détournement des deniers publics. **Alexis Thambwe : « Il n'y a pas eu de détournement de ma part ».** Le président du Sénat Alexis Thambwe Mwamba, réagit : « J'ai commencé par donner des explications aux sénateurs sur les courriers qui circulent dans les réseaux sociaux dans lesquels on prétend que j'ai pris 2 millions d'euros et 1 million USD. Je leur ai expliqué que les fonds avaient été consignés parce qu'ils étaient sortis très tard de la banque, le lendemain ils ont été ramenés ici au Sénat, j'ai donné des pièces justificatives. Ces fonds sont bien entrés dans le trésor, il n'y a pas eu de détournement de ma part ». **Poursuite contre Alexis Thambwe : le Sénat estime qu'il n'y a pas matière à autoriser l'instruction sollicitée.** Tibasima Mbongemu Ateenyi, deuxième vice-président de la chambre haute du Parlement, donne des explications suivantes : « Effectivement, le président du Sénat a tiré les 3 chèques auxquels vous faites allusion dans votre réquisition. Après le retrait de ces sommes tard le soir du 6 janvier 2021, le trésorier du Sénat qui a constaté qu'il y avait une forte effervescence au palais du peuple le 6 janvier 2021, ce qui a été une cause d'insécurité. Ce qui l'a obligé à solliciter l'avis du questeur afin de savoir où loger ces importants fonds en toute sécurité. Le questeur adjoint n'ayant pas de coffre-fort à son domicile a sollicité à son tour le Président du Sénat qui, devant ce cas de force majeure, a accepté de loger ces fonds provisoirement à son domicile ». Le lendemain, indique le document, le trésorier a récupéré les fonds pour les acheminer à la trésorerie du Sénat.

**Sange : la Monusco lance les travaux de réhabilitation d'un canal d'irrigation.** Ce projet fait suite à plusieurs phénomènes météorologiques violents qui ont balayé le territoire d'Uvira dont une grande partie de la plaine de la Ruzizi, dans la cité de Sange. En dehors des éboulements, une sédimentation dans les rivières dont celle de Sange s'est déversée dans les zones habitées et les zones d'exploitation agricole. Les ravages ont provoqué de pertes des biens matériels et d'infrastructures d'irrigation, notamment la prise d'eau du barrage de Sange, la sédimentation des canaux, entraînant ainsi l'insécurité alimentaire, avec des champs dévastés et de maladies. A Sange, comme dans toute la plaine de la Ruzizi, la majorité de la population vit et dépend de l'agriculture pour leur alimentation et leurs revenus.

**Les réformes ont occasionné la faillite des entreprises publiques au profit des sociétés privées.** « Dans tous les pays du monde, lorsqu'il y a réforme, c'est pour innover, mais ici c'était dans le seul but de créer des sociétés privées au sein des entreprises publiques, pour couler ces entreprises, et favoriser les sociétés privées », s'est désolé le président de la coordination de l'intersyndicale, Armand Ossase : « Je peux vous sonner le cas de l'ex Onatra ou à la veille même des réformes, il y avait zéro arriéré, après les réformes, on est à plus de 28 mois impayés. Vous prenez le cas de la SONAS, SONAHYDRO, SOKIMO, la SNEL, n'en parlons même pas, et vous prenez le cas de la REGIDESO, la Gécamines est dépiécée » Il demande l'implication personnelle du Chef de l'Etat pour la réévaluation urgente des réformes des entreprises publiques.

**Ituri : les groupes armés entravent les actions de développement de la province, selon Jean Bamanisa.** Il a également déploré l'activisme des miliciens de différents groupes armés en violation de l'acte d'engagement qu'ils ont signé pour le processus de paix. Il a en outre assuré que le programme de désarmement et démobilisation communautaire sera lancé bientôt par le gouvernement. Jean Bamanisa a enfin demandé aux communautés locales de soutenir les efforts du gouvernement pour sensibiliser ces miliciens à déposer les armes.

**Tshopo : la Caritas diocésaine débloque les arriérés de salaire des enseignants de Lowa et Muchaliko.** 107 enseignants de Lowa et Muchaliko en territoire d'Ubundu (Tshopo) recevront bientôt leurs arriérés de salaires du mois de septembre 2019 bloqués à la Caritas diocésaine de Kisangani suite à l'insécurité dans leurs milieux. A cet effet, cette Organisation caritative d'obédience catholique a remis lundi 1<sup>er</sup> février au ministre provincial de l'enseignement primaire, secondaire et professionnel, l'enveloppe destinée à cette paie évaluée à plus de 28 millions 420 mille FC, dont

plus de 15 millions 69 mille pour les enseignants de Lova et plus de 12 millions 550 mille pour ceux de Mutchaliko souligne l'Abbé Richard Watoko, directeur de la Caritas /Kisangani. Une Commission mixte sera constituée afin de procéder à la paie sur place.

**Journée mondiale des zones humides : la société civile invite le gouvernement à mettre en place une politique pour leur protection.** « Les zones humides en RDC c'est considéré comme des espaces à l'abandon. Il y a un délaissement total et une occupation illégale des milieux humides au niveau de notre province et au niveau du pays. Et cela a d'énormes conséquences, au lieu que ces zones humides nous aident à lutter contre le changement climatique, mais aujourd'hui comme on les a occupées, on construit bizarrement, donc ça constitue des milliers des morts des personnes alors que ce sont ces zones humides qui pouvaient nous aider à atténuer le choc du au changement climatique. Donc la situation n'est pas bonne », a déclaré Josué Aruna qui demande au gouvernement de mettre en place une politique locale efficace.

**Nord-Kivu : l'insécurité, principal défi pour la conservation du Parc des Virunga.** Le corps en charge de la protection des parcs nationaux et réserves naturelles (CorPPN), déplore les tueries d'environ vingt éco-gardes de l'ICCN par les groupes armés, depuis l'année dernière, dont six le mois de janvier dernier. Le commandant de cette unité, le général Major Albert Massi Bamba déplore la présence des groupes armés qui ont fait du parc leur zone de prédilection. Il annonce que des dispositions sont déjà prises pour renforcer les mesures de protection dudit parc ainsi que de celle de ses gestionnaires.

**Sénat : Alexis Thambwe promet de partir si ceux qui lui ont confié le mandat le décident.** « Nous sommes en démocratie. Il n'y a pas des postes qui soient là pour la vie. On a un mandat. Un jour si ceux qui m'ont donné le mandat décident que je dois partir, je partirai. Ce n'est pas la fin du monde. J'ai un mandat. Le jour où le mandat prend fin, je pars », promet Alexis Thambwe Mwamba, visé par une motion. Lors de son intervention, il a aussi fait remarquer que la loi portant ratification de l'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF) a été votée en des termes différents avec l'Assemblée nationale. Ce qui fait que, comme le prévoit notre constitution, le Président peut promulguer la loi telle qu'elle a été votée à l'Assemblée nationale. Donc, la ratification sera faite conformément au vote qui a été fait à l'Assemblée nationale.

**Mercredi 3 février.**

**Meurtre des experts de l'ONU au Kasai : les mèches de cheveux retrouvées sur Vincent Manga appartiennent à Zaida Catalan.** La justice congolaise avait envoyé en 2018 au FBI plusieurs pièces de ce dossier pour une expertise. Parmi les pièces il y avait des mèches de cheveux et un carnet retrouvé dans les effets de Vincent Manga lors de son arrestation. Au cours de l'audience de ce mardi, le ministère public révèle que les résultats de ces analyses indiquent que ces mèches de cheveux appartiennent bien à Zaida Catalan, l'un des deux experts de l'ONU tués en mars 2017 au Kasai. En ce qui concerne le carnet, l'écriture raturée qui y figure sur les premières pages est bien celle de Zaida Catalan, indique le même rapport.

**Félix Tshisekedi envisage l'extension de Kinshasa avec la construction de la nouvelle ville « Kitoko ».** Ce projet sera la duplication de la nouvelle ville du Caire, pour résoudre le problème démographique que connaît la capitale congolaise, a-t-il indiqué mardi 2 février, à l'issue de sa visite officielle en Egypte. Le Chef de l'Etat Felix Tshisekedi et son homologue égyptien Al-Sisi conviennent aussi d'œuvrer de commun accord pour aider la RDC à pacifier tout son territoire. D'autres accords de partenariat ont été signés pour le développement des deux nations et aussi pour la consolidation des relations bilatérales RDC-Egypte, entre d'une part des sociétés égyptiennes et de l'autre, la FPI et quelques ministères. En ce qui concerne la RDC, la construction de la Centrale photovoltaïque de Tshipuka avec une capacité de 10 Mégawatts, l'aménagement de la route à péage Mbuji-Mayi-Kananga, longue de 185 kms, la construction du port de Ndomba et l'implantation d'une usine de traitement d'eau sur la rivière Lubi dans le Sankuru font partie des grands projets qui seront lancés dans les tous prochains jours car le financement est disponible. Concernant la lutte contre la corruption et l'impunité, le Chef de l'Etat congolaise affirme que l'Egypte est un modèle à suivre pour une performance économique.

**Matadi : par manque de latrines, les policiers du Camp Molayi défèquent dans des sachets.** Le chef de ce camp, le commissaire principal Elima Monga, a également évoqué le cas de la promiscuité qui les accable. D'après lui, le camp de la police Molayi n'a que 176 blocs. 1 bloc contient 4 locaux de moins de 6 mètres. Chaque bloc loge 4 familles, en raison d'une famille par local. Le camp Molayi de Matadi, héberge actuellement près de 2 286 personnes, parmi lesquelles des policiers, leurs épouses ainsi que leurs enfants. Malgré ce nombre élevé d'habitants dans ce camp, il n'y a que 2 fontaines d'eau. Le chef du camp, appelle le maire de Matadi à rappeler au gouverneur sa promesse relative à la construction d'autres toilettes.



**Nord-Kivu : le Syeco répertorie 46 agents fictifs au sein du Secope.** « Comme il y avait un système d'impunité qui régnait, il nous était difficile de rendre publics ces chiffres. Maintenant que la justice a commencé à faire son travail dans notre secteur éducatif, c'est le moment de pouvoir aider, donc outiller la justice, à pouvoir approfondir ses enquêtes et descendre jusque dans les provinces éducationnelles, et présentement chez nous, parce que quand nous demandons que les enseignants soient mieux payés, au contraire le gouvernement multiplie les antennes du SECOPE au détriment effectivement des enseignants qui sont en train de donner cours à la jeunesse congolaise ».

**Kwilu : polémique autour du retard dans l'adoption du projet 2021.** Le projet d'édit budgétaire exercice 2021 de la province du Kwilu n'a pas été adopté jusqu'à ce jour par l'assemblée provinciale. Cette situation met en colère les députés provinciaux. L'un d'eux, accuse le bureau de cet organe délibérant ainsi que le gouvernement provincial qu'il appelle à démissionner. Pour cet élu de Gungu, il appartient à l'assemblée provinciale de convoquer une session extraordinaire, à défaut un crédit provisoire devrait être sollicité par le gouvernement provincial, mais malheureusement, cela n'est fait. Ce député déplore que pendant ce temps, l'argent de la province est mal géré.

**Ituri : retour des populations dans 10 villages à la périphérie de Bunia.** Ce mouvement des retours est observé notamment aux villages de Solenyama, Tokodo, Miala au nord de Bunia et Lengabo à l'entrée Sud de Bunia ainsi que dans la localité de Kotonu qui regroupe neuf villages. Même décor dans les entités voisines dans le groupement Babiase, plus précisément à Nyakeru et Bogoro en secteur de Bahema Sud. Des sources locales indiquent c'est la présence des FARDC dans ces villages et les conditions de vie difficiles dans leurs lieux de refuge qui les encouragent de rentrer. Cependant, les menaces des groupes armés persistent encore dans certains milieux ou sont signalés la présence des miliciens.

**Haut-Katanga : le Cardinal Ambongo appelle la population à la réunification.** « Je suis venu dans la province du Haut-Katanga parce que je connais l'importance de cette province au-delà du Haut-Katanga, à l'ensemble du Grand Katanga pour la paix pour l'unité nationale. Vous savez, la situation que nous sommes en train de vivre et nous comme pasteur ça nous préoccupe. C'est pourquoi, nous prenons notre bâton de pèlerin pour aller parler avec les uns et les autres et en même temps conforter notre peuple afin qu'il ne puisse pas se décourager afin qu'il ne puisse pas se laisser aller dans des directions qui ne sont pas nécessairement dans ses intérêts. C'est pourquoi j'ai commencé ma visite avec le numéro un de la province du Haut Katanga, le gouverneur pour faire le point de la province avec lui avant que je ne reprenne mon bâton de pèlerin pour visiter les trois diocèses de la province du Haut Katanga », a-t-il indiqué.

**Sénat : une plénière convoquée pour installer le doyen d'âge.** A la clôture de la session extraordinaire, mardi 3 février, le président du Sénat, Alexis Thambwe Mwamba, avait rappelé qu'un seul point était inscrit à l'ordre du jour : le vote du projet de loi autorisant la ratification par la RDC de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAF). Ce texte a été voté en des termes différents entre le Sénat et l'Assemblée nationale. Mais au cours de la plénière, 61 députés ont signé la pétition de la déchéance du Président du Bureau du Sénat. Ils reprochent à Alexis Thambwe Mwamba notamment la mauvaise gestion interne du Sénat.

**Gestion de l'eau du fleuve Nil : Felix Tshisekedi promet de régler le conflit qui oppose l'Ethiopie, le Soudan et l'Egypte.**

Au Caire, le président égyptien Abdel Fatah Al Sisi a interpellé le président congolais sur cette question qui oppose l'Ethiopie, l'Egypte, et le Soudan. Felix Tshisekedi dit avoir pris l'engagement, et l'implication personnelle « pour que ces pays frères n'en viennent pas à l'escalade » et que des solutions soient trouvées « par le dialogue, par une initiative africaine. » Felix Tshisekedi affirme que le président Al Sisi souhaite également engager le dialogue pour régler le problème du fleuve Nil.

**Faïda Mwangilwa dénonce l'absence des femmes dans les institutions politiques.** « C'est inacceptable, de voir un gouvernement sans la présence des femmes. Comment est-ce possible d'avoir un gouvernement au Kasai sans femmes » ? S'interroge Faïda Mwangilwa. Selon elle, cette situation est un recul et ternit l'image de l'action du Chef de l'Etat dans la parité homme-femme. Elle déplore la même situation de l'absence des femmes au sein du bureau de l'Assemblée nationale.

**Kasai-Oriental : remise de 40 cannes blanches aux non-voyants, don de Félix Tshisekedi.** Le gouverneur de province du Kasai-Oriental, Jean Maweja, a remis mardi 2 février, à Mbuji-Mayi, quarante cannes blanches, à titre symbolique, aux non-voyants, ainsi que 200 pagens aux groupes vulnérables. Cette cérémonie s'est déroulée au cours de la présentation du noyau des points focaux des personnes vivants avec handicaps et autres groupes vulnérables du Kasai-Oriental. la délégation du ministère est composé de 18 membres, dont trois personnes par catégorie, parmi lesquelles, les non-voyants, les handicapés physique, les albinos, les sourds, les peuples autochtones ainsi que les handicapés mentaux. D'après la conseillère au ministère en charge des personnes vivant avec handicap ce noyau va être le point de contact avec son ministère.

**Pour le bureau du Sénat, le communiqué convoquant une plénière le jeudi 4 février est de nul effet.** Le Bureau du Sénat rappelle qu'à la demande du président de la République, le président du Sénat a convoqué une session extraordinaire sur l'examen et vote du projet de loi autorisant la ratification par la RDC de l'accord créant la Zone de Libre-Échange Continentale Africaine (ZLECAF). « Ladite session a été convoquée le 2 février et clôturée la même date après avoir épuisé son ordre du jour. De ce fait, les honorables sénateurs ont repris leurs vacances parlementaires », conclut le communiqué. Le secrétaire général du Sénat, Gilbert Kikudi, a invité tous les sénateurs à prendre part, jeudi 4 février, à la plénière de la chambre haute du Parlement. Selon son communiqué, un seul point est inscrit à l'ordre du jour. Il s'agit de l'identification et installation du doyen d'âge. Dans sa lettre convoquant cette plénière, M. Gilbert Kikudi, dit s'appuyer sur l'article 28, alinéa 5 : « Lorsque tous les membres du Bureau sont individuellement mis en cause, l'Assemblée plénière délibère au cas par cas au cours d'une séance plénière présidée par le doyen d'âge. ».

**Goma : 6 zones de santé bénéficient des ambulances médicalisées, don de la Banque mondiale.** Ce don de la Banque mondiale entre dans le cadre du projet quinquennal d'urgence de lutte contre les violences sexuelles basées sur le genre. Ce projet de 5 ans qui touche à sa fin a été exécuté au Rwanda, au Burundi et dans les provinces du Nord et Sud-Kivu en RDC, indique le ministre provincial de la santé. Il visait à étendre la fourniture des services enfin d'atténuer l'impact à court et moyen terme des violences sexuelles.

**Assemblée nationale : Christophe Mbose élu président.** Christophe Mbose N'kodia Pwanga est élu président du bureau définitif de l'Assemblée nationale, au cours de la plénière de ce mercredi 3 février consacrée à l'élection des membres du bureau définitif de la chambre basse du Parlement. Il a été élu avec 389 voix sur 460 votants. L'on a aussi enregistré 69 bulletins nuls, 8 abstentions. Il succède ainsi à Jeanine Mabunda, destitué le 10 décembre 2020. Cette élection n'est pas une surprise parce que Christophe Mbose était candidat unique à ce poste. Ses concurrents ayant été disqualifiés. **Jean-Marc Kabund retrouve le poste du 1er vice-président.** Le député national Jean-Marc Kabund a été élu ce mercredi 3 février 1er vice-président de l'Assemblée nationale. Il retrouve un poste qu'il occupait déjà au début de la législature, avant d'être évincé par une pétition initiée par le député Jean-Jacques Mamba.

**RDC-EPST : pas de reprise des cours le 8 février (Officiel).** Il n'y aura pas de reprise des cours ce lundi 8 janvier dans les écoles primaires et secondaires, a annoncé le ministre de l'EPST Willy Bakonga. « Je saisis cette opportunité pour appeler au calme et à la sérénité les enseignants, les élèves, les parents, les partenaires éducatifs. C'est une situation inédite que nous sommes en train de traverser. Mais nous mettons toutes les batteries en marche pour sauver l'éducation de nos enfants ».

**Félix Tshisekedi de retour à Kinshasa.** Le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi a regagné Kinshasa, mercredi 3 février, après deux jours de visite de travail au Caire en Egypte. Bien avant de prendre son avion, le président congolais a visité la pyramide égyptienne. Pendant son séjour au Caire, il a signé plusieurs contrats de partenariat, dont l'extension de la ville de Kinshasa dans la commune urbano-rurale de Maluku. Une nouvelle cité dénommée « Kitoko ». Selon la presse présidentielle, ce projet d'extension de la ville de Kinshasa a été confié à un consortium égyptien, Income.

**Jeudi 4 février.**

**Félix Tshisekedi prend la tête de l'Union africaine ce week-end.** La cérémonie de passation du pouvoir est prévue lors du prochain sommet de l'UA, prévu les 6 et 7 Février 2021. Il sera le 19<sup>e</sup> président africain à la tête de l'organisation continentale depuis sa création en 2002, en tant qu'Union africaine. Félix Tshisekedi succèdera à son homologue sud-africain Cyril Ramaphosa à la présidence tournante de l'organisation. Depuis l'an dernier, le Chef de l'Etat congolais a mis en place un panel de haut niveau destiné à l'accompagner lorsqu'il sera à la tête de l'organisation africaine.

**Nord-Kivu : la société civile condamne des cas de criminalité récurrente à Beni.** En l'espace d'une semaine, la ville a enregistré deux cas d'assassinat et plusieurs cas de cambriolage des maisons et vols à main armée pendant la nuit, rapporte mercredi 3 février, son président Kizito Bin Hangi. Le président de la société civile craint que cette situation de criminalité et de banditisme ne pousse la population à se faire justice.

**Butembo : l'académie militaire des Fardc lance un concours de recrutement des jeunes.** Le sous-lieutenant et communicateur de l'académie militaire au Nord-Kivu, a annoncé la tenue à Butembo d'un concours de recrutement à l'académie militaire les 13 et 14 février en cours. Il a exhorté la jeunesse du Nord-Kivu à intégrer l'armée plutôt que de rejoindre les forces négatives qui pullulent dans la région, avant de demander aux parents d'encourager leurs enfants qui ont l'ambition de faire l'armée. L'armée est un métier comme tous les autres.

**La création du centre national de lutte contre le cancer s'avère importante, selon Pr Lebweze.** Le président de la ligue nationale de cancérologues e,t Directeur du centre National de lutte contre le cancer s'exprimait ainsi en marge de

la journée mondiale de lutte contre le cancer célébrée le 4 Février de chaque année. Il a en outre indiqué qu'en RDC, la situation est très alarmante sans pour autant donner des chiffres exacts des personnes atteints par cette maladie.

**Beni : l'artiste musicien Idengo Delcato arrêté.** Il lui est reproché que, dans l'une de ses chansons qui circule sur les réseaux sociaux depuis quelques jours, il qualifierait « d'escroc » le Chef de l'Etat, le Gouverneur de province du Nord-Kivu et certains députés de Beni pour la non-réalisation de certaines promesses faites à la population pendant la campagne électorale mais, aussi pour l'exigence par le gouvernement provincial du paiement des plaques d'identification des engins roulants.

**Nord-Kivu: le BCNUDH forme les militaires de la 31e brigade sur le respect du Droit International Humanitaire.** Les officiers du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme ont insisté auprès de ces militaires Fardc sur l'importance de respecter le Droit International Humanitaire et les droits humains pendant la période des opérations militaires contre les groupes armés. Un accent a également été mis sur la protection des civils et particulièrement des personnes vulnérables. L'ONG « Dynamique des Femmes Juristes » a, quant à elle, développé les différentes formes de violences sexuelles, tout en insistant sur l'aspect répressif de ces infractions qui peut aller jusqu'au renvoi des militaires.

**Lubumbashi : 20 singes de la RDC interceptés et rapatriés depuis Zimbabwe.** Ces animaux étaient interceptés en septembre 2020 à Chirundu à la frontière entre la Zambie et le Zimbabwe. Ils étaient avec deux présumés trafiquants Congolais, un Zambien et un autre Malawite. Tous sont encore aux arrêts à Harare au Zimbabwe. D'après un membre de l'ICCN qui a requis l'anonymat, l'Etat Congolais mène des démarches pour leur extradition en RDC. Jusqu'à présent, si tous ces incriminés ont indiqué que ces singes ont été pris dans la province du Haut-Katanga, mais leur milieu de provenance reste un mystère. Ces animaux avaient été sortis furtivement de la RDC par la frontière de Mokambo, dans le territoire de Sakania.

**Fizi : les prix des denrées alimentaires sont en hausse suite à l'impraticabilité de la RN5.** Plus de dix véhicules ont coulé dans les eaux du lac Tanganyika, sur la partie Luhanga de cette route qui n'a pas de déviation. Cette situation a aussi des conséquences néfastes sur le transport reliant Uvira et Mboko ainsi que pour les paysans agriculteurs de cette entité d'écouler leurs productions vers Uvira. Une réunion a lieu ce jeudi matin entre une équipe de l'office des routes /Bukavu et d'autres partenaires dont la Monusco autour de ce problème de route.

**Bukavu : les enseignants des écoles catholiques exigent un audit sur la gestion du secteur éducatif du Sud-Kivu.** Le secrétaire provincial du SYNECAT/Sud-Kivu, réagissait jeudi 4 février à la décision de la Banque mondiale de reporter le décaissement de 100 millions de dollars qui devait soutenir la gratuité de l'enseignement de base en RDC en attendant d'en savoir plus sur les révélations de l'IGF relatives au détournement des fonds dans le secteur éducatif. « Nous prions l'IGF Inspection Générale des Finances de descendre aussi dans les provinces pour faire cette même enquête afin que tous les gens qui ont trempé dans les magouilles soient déférés à la justice".

**Sénat : le bureau d'âge installé.** La dite installation s'est faite devant les 64 sénateurs présents dans la salle du congrès. Cela suite à la pétition signée contre le président du Sénat, Alexis Thambwe Mwamba par les sénateurs afin d'installer le bureau d'âge pour examiner ses malversations financières. L'inspection générale des finances (IGF) invite le président du Sénat, Alexis Thambwe Mwamba, et ses services à fournir les justifications sur l'usage de plus 107 milliards des FC (53 500 000 USD) mis à la disposition du Sénat. Conformément aux dispositions légales, et réglementaires, l'IGF n'accorde qu'un délai de 5 jours à dater de la réception de sa correspondance. Alexis Tambwe Mwamba devrait donc faire parvenir, par écrit, à l'IGF ses éléments de réponse.

**Ituri : des miliciens de la Codeco installent une administration parallèle à Mongwalu et ses environs.** Selon le coordonnateur de la société civile locale, les miliciens du groupe armé URDPC/Codeco continuent à affluer dans la concession de l'entreprise Mongwalu Gold Mining qui est interdite à l'exploitation. Ils ont adressé une correspondance à la FEC et à l'association des exploitants d'or pour exiger leur contribution pour un montant d'au moins 200 USD pour accueillir leurs leaders. Ces miliciens ont même tenu lundi 1er février un meeting populaire dans la localité de Plito à 7 kms de Mongwalu. Ils profèrent des menaces et d'intimidation à tous ceux qui ne se soumettent pas à leur administration.

**Mai-Ndombe : 15 personnes tuées par justice populaire en 2020 à Nioki.** Le coordonnateur de l'ONG ADH, Fidèle Dizorongo, indique qu'en plus des cas de vol qui s'enregistrent chaque jour et du banditisme urbain, des jeunes gens se sont donnés à tuer les gens par la machette pour se faire justice. En cas de problème, explique-t-il, les jeunes se font justice. Ils utilisent la machette « Tramontina », jusqu'à faire la justice populaire.

**Kasaï-Oriental : la SNCC annonce pour bientôt l'acheminement des produits des premières nécessités de Lubumbashi vers Mwene Ditu.** Après une rencontre avec les opérateurs économiques de Mbuji-Mayi le samedi 30



février, le directeur en charge de marketing, business et développement à la Direction Générale de la Société Nationale des Chemins de Fer du Congo (SNCC), affirme que dans très peu de temps, les produits en provenance de Lubumbashi vont arriver à la gare ferroviaire de Mwene Ditu. Il a affirmé que les produits de premières nécessités vont bientôt inonder les marchés de Mbuji-Mayi.

**Les sénateurs du FCC condamnent le recul démocratique constaté dans les institutions du pays.** Ils en prennent pour preuve la convocation illégale, selon eux, d'une plénière au Sénat par le secrétaire général ce jeudi 4 février. Tout en n'excluant pas des prérogatives constitutionnelles que l'article 64 confère au peuple congolais, ces sénateurs interpellent le chef de l'État à ce sujet.

**Alphonse Ntumba : « La présidence de l'UA par le Président Tshisekedi marque le retour de la RDC sur la scène panafricaine. »** « La présidence de l'Union Africaine par son excellence Félix-Antoine Tshisekedi marque d'abord et de façon significative le retour de la RDC sur la scène panafricaine et sur l'échiquier mondial. C'est très important parce que nous avons subi une longue absence. Maintenant on peut dire que le Congo est de retour et ça aura des retombées certaines après la tenue de la conférence de l'Organisation de l'unité africaine sous le maréchal Mobutu, en 1967 », a expliqué Alphonse Ntumba Luaba, le coordonnateur du Panel chargé d'accompagner la mandature du Président Félix Tshisekedi à la tête de l'Union africaine. Selon lui, la portée du mandat du chef de l'Etat Félix Tshisekedi à la tête de l'Union Africaine doit être comprise sous deux facettes par le peuple congolais : ce que cela apporte à notre pays et bien évidemment en retour l'impact de l'exercice de ce pouvoir au profit de tous les Etats du continent africain.

**Vendredi 5 février.**

**Des progrès importants de stabilité sont constatés sur l'ensemble du territoire national, estime David Gressly.** Selon le représentant adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC, en charge des opérations, c'est notamment dans les grandes villes et agglomérations. Et comme indices, entre autres, il cite la fermeture de neuf bureaux de la Monusco à travers la RDC. Pour le numéro 2 sortant de la Monusco, en dépit de cette stabilité progressive, des défis sécuritaires restent encore à relever. David Gressly quitte la RDC pour Yemen où il va exercer les fonctions du chef de la mission des Nations Unies.

**Lutte contre la lèpre : le Tanganyika compte 661 cas dépistés et traités en 2020.** "Le Tanganyika est l'une des provinces les plus endémiques de la lèpre dans notre pays. Elle est présente dans tous ses six territoires avec une forte notification des cas dans les territoires de Moba et de Kalemie. En 2017, 814 cas ont été dépistés et pris en charge dans la province ; 617 cas en 2017, 700 cas en 2019 et 661 cas de lèpre en 2020. Et nous ne devons pas rester les bras croisés", a déclaré le ministre provinciale de la santé. Pour elle, la lutte contre la lèpre au Tanganyika appelle à l'engagement de toutes les communautés.

**Kasaï-Oriental : les habitants occupant l'enclos de l'aéroport de Bipemba appelés à déguerpir.** Les personnes ayant construit des maisons d'habitation ou commerciales dans l'enclos de l'aéroport de Mbuji-Mayi doivent déguerpir dans un bref délai. A cet effet, une commission a été instituée par le maire de la ville pour identifier toutes ces personnes concernées par cette décision. Le but de ce déguerpissement est de permettre le bon déroulement des travaux de modernisation de l'aéroport international de Bipemba. Travaux qui avaient débuté au mois d'octobre 2020.

**Plus de 90 mille réfugiés centrafricains recensés au Nord du pays,** dans les trois provinces du Nord de la RDC, à savoir le Nord-Ubangi, le Sud-Ubangi et le Bas-Uélé selon des données chiffrées des institutions congolaises remises au HCR. Mais l'afflux de nouveaux arrivants se poursuit et l'agence onusienne en charge des réfugiés poursuit leur enregistrement au quotidien comme à Yakoma. Les conditions d'hébergement sont difficiles : « Il y a des carences des produits pharmaceutiques. Nous avons des femmes enceintes, nous avons même des femmes qui ont des bébés en mains et qui les allaitent. On a des problèmes d'eau et d'assainissement ».

**Sud-Kivu : CRONGD recommande la reprise des activités scolaires et la restauration de l'autorité de l'Etat.** « Tout en reconnaissant l'existence de la Covid-19 et l'impérieuse nécessité d'y faire face, nous demandons au gouvernement central d'autoriser la réouverture des activités scolaires et académiques moyennant la mise en place des dispositions requises. L'autorité de l'Etat devrait être renforcée partout au Sud Kivu en vue de neutraliser toutes les forces négatives opérant dans les hauts plateaux de Fizi, Mwenga et Uvira ainsi que les tracasseries dans les ports du Sud-Kivu. Le gouvernement devrait en toute urgence mettre fin au phénomène de spoliation du patrimoine de l'Etat, et le cas échéant, sanctionner conformément à la loi, toute personne impliquée dans ce circuit mafieux », indique Le Conseil Régional des Organisations de Développement.

**Beni : un réseau de bandits armés démantelé par l'armée.** Il s'agit de huit bandits dont deux femmes et six hommes, et parmi lesquels un militaire, surpris avec une arme AK47, un chargeur garni. Ils seraient responsables des vols à mains-armées et cambriolages des maisons.

**Beni : le syndicat du personnel déclenche une grève à l'université officielle Semuliki.** Les membres du personnel scientifique, administratif, technique et ouvrier de l'université officielle de Semuliki (UOS) de Beni sont en grève depuis mercredi 3 février. Par cette action, les grévistes affirment décrier la malversation financière et un détournement d'au moins 44 mille dollars américains par le comité de gestion de cette institution universitaire de l'Etat.

**Beni : 32 militaires Fardc libérés par l'auditorat militaire de garnison,** poursuivis pour violation des consignes et dissipation des munitions de guerre. Ces militaires étaient jusque-là en détention préventive à la prison Kangbaya de Beni. Ces infractions ont été jugées comme des faits bénins par l'auditeur militaire de garnison. Cette libération s'inscrit dans la politique de désengorgement des prisons selon des sources judiciaires.

**Sénat : Alexis Thambwe Mwamba démissionne.** Bien avant sa démission, il avait transmis au Bureau d'âge ses éléments de réponse à la pétition déposée contre lui. Il avait entre autres demandé qu'une lecture de ces éléments de réponse soit autorisée lors de la plénière, dont l'ordre du jour est l'examen des pétitions contre les membres du Bureau. Dans sa lettre, il a dénoncé « l'irrégularité de la procédure initiée en violation de la Constitution et du règlement intérieur du Sénat. » « Quant au fond, je ne vois aucun grief qui peut être retenu à ma charge. Ceci dit, considérant d'une part que la confiance n'existe plus entre un groupe des sénateurs et moi-même, et d'autre part, l'installation d'un Bureau d'âge désormais opérationnel, je vous remets ma démission en tant que Président du Sénat », écrit-il. **La pétition de déchéance contre Samy Badibanga rejetée.** Motif : l'absence non justifiée des pétitionnaires portant cette dernière. Six des 7 membres qui composaient ce Bureau ont démissionné. Le Président Alexis Thambwe, le deuxième vice-président, Tibasima Ateenyi, le questeur Eric Rubuye, le questeur adjoint, Rolly Lelo. Le rapporteur et le rapporteur adjoint de la Chambre haute du Parlement, Marie José Sona Kamitatu ont aussi démissionné.

**Maniema : 66 enfants souffrant de la malnutrition aiguë sévère enregistrés en 2020.** Le médecin directeur général de l'hôpital général de référence de Kindu a déclaré que son institution a enregistré environ 115 enfants dont 66 souffraient de la malnutrition aiguë sévère et 49 de la malnutrition modérée en 2020. D'après lui, parmi ces enfants, l'hôpital a compté 13 décès, soit 11% de cas de décès. Les causes de ces décès sont la rupture intempestive en médicaments et l'insuffisance des intrants alimentaires.

**Kinshasa : la Police retrouve des débris du véhicule qui a fini sa course dans le fleuve Congo.** Le Commissaire provincial précise qu'il s'agit vraisemblablement d'une Toyota IST qui a fini sa course dans le fleuve Congo. Pour l'instant, la Police dit mener des enquêtes pour déterminer les circonstances de cet accident.

**Samedi 6 février.**

**Union africaine : Covid-19, paix et sécurité parmi les objectifs importants du Président Félix Tshisekedi.** Le Président de la RDC, Félix Tshisekedi assume la Présidence de l'Union africaine à partir de ce samedi 6 février, lors de l'ouverture de la 34e session ordinaire de l'assemblée des Chefs d'Etat et de gouvernement à Addis-Abeba, en Éthiopie. L'un des objectifs de cette réunion est de s'attaquer à l'impact dévastateur de la pandémie de la Covid-19 sur le continent, et ses effets négatifs sur la vie et les moyens de subsistance des peuples africains. « L'épidémie de la COVID-19 nous a tous rappelé que les virus et les maladies ne connaissent pas de frontières. C'est pourquoi je travaillerai avec les dirigeants de l'UA pour faire des soins de santé primaires et universels et de la vaccination des piliers clés de notre action dans l'année à venir. Notre engagement à protéger les africains contre les maladies épidémiques, et à les éradiquer comme nous avons fait avec la poliomyélite sauvage, doit-être au centre de notre vision d'une Union africaine prospère. Car il n'y a pas de prospérité et de bien être sans santé ». Toutefois, ajoute Félix Tshisekedi, cette crise est aussi l'occasion de réexaminer les priorités et de travailler « à une croissance économique durable et inclusive, qui donne aussi aux femmes et aux filles de notre continent l'opportunité de pleinement contribuer à nos sociétés. (...) Nous devons être plus autonomes et trouver des solutions collectives à nos problèmes et entamer une "Renaissance africaine", telle qu'elle est décrite dans les sept aspirations de l'Agenda 2063 de l'UA : l'Afrique que nous voulons. Nous nous devons maintenant de nous unir et de construire cette Afrique que nous voulons, et une Union africaine qui, avant tout, doit être au service des peuples (...) Nous nous concentrerons sur le développement durable par et pour le peuple africain. Nous veillerons à assurer son bien-être intégral, la paix et la sécurité, des soins de santé et une réponse forte contre la COVID-19, la sécurité alimentaire, la transformation agricole, l'éducation », a promis le Chef de l'Etat congolais. A ses promesses s'ajoutent celles de l'égalité des sexes, la justice climatique, la libre circulation des personnes et des biens ; et la liberté d'expression et de religion ; ainsi que la mise en valeur de notre patrimoine commun : langues, patrimoine et sites commémoratifs de l'histoire des peuples africain feront aussi l'objet de toute notre attention. **Félix Tshisekedi place son mandat au service du peuple.** « Ma vision est celle d'une Union africaine au service du peuple », Selon lui, le moment est venu d'investir dans l'homme. Il demande ainsi aux Etats membres d'investir dans le capital humain. Le Président sortant a rappelé, dans son discours, les conséquences néfastes de la Covid-19. L'UA, a dit le Président Ramaphosa, a désigné 6 éminentes personnalités en vue de la mobilisation des ressources financières pour lutter contre la pandémie parmi lesquelles un congolais, Dr Mbaya. Pour l'UA, chaque

pays africain devrait accéder au vaccin et casser les inégalités entre États. **Félix Tshisekedi** : « **Notre continent est en proie à un défi majeur, celui de faire taire les armes.** Dans la région sahélo-sahélienne, les filles et fils d'Afrique tombent chaque jour sous la barbarie du terrorisme. En RCA, la paix et la stabilité des institutions élues sont mises à rude épreuve par des rebellions et des groupes armés. Dans la partie Est de mon pays, la RDC, persiste l'insécurité causée par des groupes armés locaux et des mouvements terroristes étrangers notamment les ADF-MTN. Il en est de même de l'Afrique australe, réputée pour sa stabilité et son pacifisme, où le terrorisme est en train de sévir dans la partie Nord du Mozambique ». Il estime qu'il est important de lancer, avec l'aide de la communauté internationale, une grande offensive contre les groupes armés et les mouvements terroristes qui écument l'Afrique. **Joseph Ki-Zerbo cité par Félix Tshisekedi** : « **On ne développera pas l'Afrique. Mais c'est Afrique qui se développera** ». Le nouveau président de l'Union africaine a voulu, dans son discours d'acceptation de mandat, placer les Africains devant leurs responsabilités dans le développement du continent. Fort de sa vision d'une Union africaine au service des peuples africains, Félix Tshisekedi se propose de promouvoir une communauté panafricaine consciente de son histoire, de son potentiel artistique et de la richesse de son patrimoine culturel. **Félix Tshisekedi recommande de lancer une grande offensive contre les différents fléaux sanitaires.** Il appelle à une mobilisation continentale et internationale. Il promet de conjuguer les efforts pour consolider l'initiative de l'UA dans la lutte contre la Covid-19 et dans la prévention contre d'autres maladies.

« Tirant les leçons de la pandémie, en plus de renforcer le système de santé, le moment est venu d'investir davantage dans l'éducation et la recherche scientifique ».

**Tshibangu Kalala** : « **Le Président Tshisekedi aura bientôt le gouvernement dont il avait besoin pour gérer le pays** ». Le Professeur Tshibangu Kalala, ancien ministre près du Premier Ministre Bruno Tshibangu, a déclaré, vendredi 5 février : « Nous avons nettoyé le désordre qu'il y avait dans le pays, le Président aura bientôt le gouvernement dont il avait besoin pour gérer le pays, et puis pour l'accompagner aussi pour gérer les problèmes au niveau de l'Afrique. Et donc, il y a une situation qui est bonne aujourd'hui dans le pays. Ça serait une catastrophe de voir un président de l'Union africaine, pour régler des problèmes africains, des crises africaines, entre temps, chez lui au pays il y a une crise qui fait rage. Pour que le Président brille à l'étranger, il faut qu'il brille à l'intérieur. En d'autres termes, la politique extérieure, c'est le reflet de la politique intérieure. (...) Heureusement, qu'on a stabilisé la situation grâce aux députés et progressistes, grâce aux sénateurs révolutionnaires et progressistes. Le Président de la République va disposer maintenant de la majorité et à l'Assemblée nationale et au Sénat. La majorité de l'Union sacrée. Il peut engager maintenant des réformes ».

« **David Gressly a été très engagé pour le processus de paix en RDC** », témoigne **Théo Ngwabidje**, gouverneur du Sud-Kivu. « J'ai travaillé avec lui à travers ses visites d'itinérance ici au Sud-Kivu mais aussi j'ai eu l'honneur de le rencontrer aussi plusieurs fois à Goma. C'est un homme de paix, un haut responsable qui nous a accompagné surtout dans le processus DDR Communautaire pour sensibiliser, désarmer, démobiliser et réinsérer les ex-combattants. Ce travail a été réalisé grâce justement au concours de David Gressly. Il nous a plusieurs fois accompagné et renforcé nos capacités surtout de la police à travers le ministère provincial de l'Intérieur », témoigne Théo Ngwabidje Kasi.

#### **Dimanche 7 février.**

**Coronavirus au Nord-Kivu : l'INRB ouvre un guichet voyageur à Butembo.** « Le guichet Covid-19 voyage, est opérationnel à partir de ce samedi 6 février à Butembo. Alors concrètement ici comment ça va se passer ? Il y a d'abord les jours de prélèvement : les prélèvements se font le lundi, mercredi et samedi. Il faut venir faire le prélèvement 3 jours avant le voyage, et il faut amener votre titre de voyage, je dirais, votre booking ou la réservation de votre vol ; il faudrait amener votre carte d'identité ou votre passeport, et bien sûr venir avec le bordereau de versement prouvant que les 40 dollars ont été versés dans le compte de la TMB, compte INRB », a détaillé Guy Makelele.

**Maniema : le gouverneur Musafiri Nkola visé par une motion de défiance.** La Cour constitutionnelle avait réhabilité, vendredi 5 février, le gouverneur Musafiri. Aussitôt revenu aux affaires, il est de nouveau invité le 12 février prochain par la Cour de cassation. C'est en novembre 2020 que le gouverneur du Maniema avait été déchu de son poste. Il lui était reproché la mauvaise gestion, le tribalisme et le détournement de 6 millions de dollars américains.

**Ituri : une personne morte de la peste pulmonaire à Aru.** Au total, le ministre provincial de la Santé, parle de plus de 470 cas contacts déjà enregistrés dans ce territoire. Des personnes recensées parmi les cas contacts sont déjà soumises au traitement pour arrêter la propagation de cette maladie, assure Dr Patrick Karamura. Il a ajouté que l'épidémie de peste bubonique sévit également dans la zone avec environ 490 cas déjà comptabilisés depuis l'année dernière dans les territoires de Djugu et Mahagi. Selon le ministre provincial de la Santé, c'est le troisième cas de peste pulmonaire décelé en Ituri.

**Union africaine : Moussa Faki et Dr. Monique Nsanzabaganwa ont prêté serment.** Les travaux de la 34e session ordinaire de la conférence des chefs d'État de l'Union africaine se sont poursuivis, dimanche 7 février à Addis-Abeba.

Au deuxième jour de ce sommet, le président de la commission de l'UA réélu Moussa Faki Mahamat et la vice-Présidente, Dr. Monique Nsanzabaganwa ont prêté serment. **Félix Tshisekedi clôture le 34e sommet de l'Union africaine.** Les conclusions de ce sommet portent essentiellement sur quatre principaux dossiers à savoir : 1. La lutte contre la Covid-19. « Nous avons décidé des actions à prendre pour la mise en œuvre effective de la stratégie commune du renforcement du Fonds africain de Covid-19, une plateforme africaine pour l'acquisition des matériels d'accélération de tests Covid-19 ». 2. Au sujet de la réforme institutionnelle de l'Union Africaine, une série de recommandations a été adoptée : - finaliser, dans les délais les plus brefs, les réformes liées à la question de répartition de tâches conformément aux principes de subsidiarité et de soumettre leurs Rapports à l'Assemblée lors de la 35ème session de février 2022 ; - donner effet aux conclusions de l'audit comptable de la Commission de l'UA ; - mettre l'accent sur le mécanisme de financement des activités de l'UA en préconisant la culture des résultats ; - préconiser le recrutement de cadres en fonction des critères de mérite. 3. Quant au dossier de la Zone de libre-échange continental africain, les chefs d'Etats et des Gouvernements ont démontré la preuve de leur engagement en faveur de l'intégration du continent. Il est question maintenant de prendre en main la gestion des questions restées en suspens dont la concrétisation occasionnera le succès de cette mise en œuvre. 4. Enfin, sur le thème de l'année 2021, les activités de l'Union Africaine pour l'année 2021 vont se focaliser sur le thème axé sur : "Arts, culture et patrimoine: un levier pour construire l'Afrique". L'Assemblée a recommandé à la Commission de travailler avec les Etats membres pour déployer des efforts en vue de la pleine mise en œuvre des activités prévues. « Il s'agit notamment pour les états membres, d'obtenir la restitution et le rapatriement des œuvres d'arts africains gardés hors continent; de participer à la deuxième réunion de Luanda sur la culture et la paix qui se tiendra en Angola en 2021; d'appuyer le Gouvernement algérien pour le lancement du grand musée de l'Afrique à Alger (GMA); et de soutenir et de participer au lancement du grand musée égyptien et d'accompagner le Sénégal à la construction du mémorial de l'Île de Gorée », a souligné le Président en exercice de l'Union Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo.

**Résurgence de l'épidémie à Ebola au Nord-Kivu.** Un nouveau cas de l'épidémie d'Ebola resurgit dans la localité de Biena dans le territoire de Butembo au Nord-Kivu. Il s'agirait d'une épouse d'un survivant de la maladie à Virus Ebola. Elle a présenté les signes typiques à cette maladie. Elle est décédée le 3 février dernier. L'équipe provinciale de la riposte contre cette pandémie est à pied d'œuvre affirme le ministre de la santé.

#### Lundi 8 février.

**Beni : Mike Hammer appelle la population à couper les liens de financement des ADF.** « Ça signifie qu'on doit travailler ensemble - les autorités congolaises, la communauté internationale, les pays voisins - pour couper le financement local et étranger qui vient soutenir les ADF et aussi pour éviter le recrutement des militants des autres pays à entrer à Beni. Et si nous travaillons ensemble pour couper le soutien économique illégal qui finance ce groupe, ça aidera bien sûr l'effort militaire que la Monusco fait en soutien aux Fardc » a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis en RDC.

**Le budget 2021 ne pourra pas permettre au peuple congolais d'accéder au bien-être social (Muzito).** « L'Union sacrée va hériter d'un budget, le budget 2021, adopté par le Parlement FCC-CACH, sur proposition du Premier ministre FCC, de l'ancienne coalition. Donc, nous pouvons déjà, dès aujourd'hui, à partir de ce budget, constater l'échec programmé en regardant la grandeur macroéconomique », analyse Adolphe Muzito, président du parti politique Nouvel élan. « Il est important de savoir que quand Tshisekedi dit qu'il veut nous faire passer du niveau de pauvreté ou de sous pauvreté actuelle au bien-être matériel, au bien-être social dans le cadre de l'Union sacrée grâce à la nouvelle manœuvre qu'il aura, à savoir que son gouvernement va dépendre de ses couleurs politiques, parce qu'il aura la majorité parlementaire, en d'autres termes, il nous promet un certain bien-être qu'on peut quantifier. »

**Les Evêques du Grand Equateur dénoncent les déchéances répétitives des gouverneurs,** dans certaines provinces de la région. Ils relèvent aussi plusieurs difficultés socio-économiques, sanitaires et sécuritaires qu'endurent les populations de la région ainsi que les déviations constatées dans le secteur de l'enseignement et de l'exploitation des ressources naturelles. Se penchant particulièrement sur les déchéances actuelles des gouverneurs de la Mongala et du Nord-Ubangi, ils ont déploré que cela freine plutôt le développement. Les évêques exhortent les acteurs politiques à travailler pour l'intérêt supérieur de la population.

**Lubumbashi : la morgue de l'hôpital Sendwe en panne.** L'annonce a été faite par le maire de Lubumbashi le samedi 6 février. «Ceux-là qui ont déposé les leurs à la morgue nous leur demandons de venir pour récupérer les corps et organiser les enterrements », explique le gestionnaire des morgues pour la ville de Lubumbashi.

**Kongo- Central : inauguration du pont Mabembo à Tchela.** Cet ouvrage financé par le gouvernement central à hauteur de 52 millions USD, est réalisé par l'Office de voie de desserte agricole (OVDA), dans le cadre du projet du cantonnement manuel et d'entretien permanent des routes de dessertes agricoles mis en place par le ministère du Développement rural. Cet ouvrage va non seulement désenclaver le secteur de Lubuzi, mais il va aussi résoudre la problématique liée à la rareté des bananes dans différents centres de consommation à travers les pays. Dans le secteur de



Lubuzi, tous les 145 km de routes de dessertes agricoles, parsemées des ponts, sont toutes dégradées et nécessitent une réhabilitation.

**Equateur : le vol d'enfants refait surface à Mbandaka.** Le dernier cas en date est celui d'un garçonnet âgé à peine d'un mois et demi, volé dimanche 7 février dans la matinée. Il est né d'un couple des peuples autochtones pygmées, habitant le quartier plateau.

**Kasai-Oriental : la province n'a enregistré aucun cas de Choléra, ni de rougeole depuis le début de l'année.** Selon le médecin chargé de lutte contre ces maladies en province, jusqu'à cette 5ème semaine épidémiologique, la province n'a enregistré aucun cas de ces deux épidémies qui ont fait rage en 2020. Il ne reste que les cas de covid-19, ou la province compte à ce jour, 7 cas de covid-19 ».

**Ebola à Butembo : l'association des survivants s'inquiète.** La présidente de l'association des survivants d'Ebola à Butembo, appelle, à cet effet, la population à un engagement sans relâche pour limiter la propagation de cette maladie qui a causé des graves conséquences dans la région. Elle appelle, par ailleurs, la population à respecter les mesures de prévention.

**Haut-Katanga : vol des cornières sur les poteaux électriques de la Snel à Likasi.** Ces hommes qui étaient à la recherche des cornières, ont fait tomber le pylône qui alimente en électricité certaines grandes entreprises minières dont Tenke Fungurume Mining et certaines autres de la ville de Likasi. « Nous déplorons cette situation parce que la seule ligne qui est restée qui relie les deux cités ne saura pas prendre toutes les charges produites par la Snel à partir d'Inga et toutes nos trois centrales à partir du Katanga. C'est la première conséquence. La deuxième ce que nos miniers principalement Tenke fungurume et quelques autres de Panda à Likasi ne seront pas servis et ne pourront pas produire, ça de l'impact sur l'économie du pays et sur les recettes de la Snel », a déploré le conseiller en communication du directeur général de la Snel.

**La Norvège va appuyer plusieurs projets de la RDC.** « On est en train de concentrer notre assistance au développement dans le monde et la RDC sera le 17ième pays de ce groupe ayant un partenariat privilégié. On peut s'attendre à plus de dialogue politique, une continuation et renforcement des liens entre les deux pays et des efforts de la Norvège en RDC de contribuer à un développement social et économique durable », a déclaré l'ambassadeur de Norvège. La Norvège est très présente dans le financement des projets visant à protéger les forêts en RDC, dans le cadre de CAFI (initiative pour la forêt de l'Afrique centrale) dont le Royaume Uni est un des plus grands bailleurs de fonds.

**Nord-Kivu : un collaborateur du gouverneur tué à Luke par des présumés Maï-Maï.** Deux autres personnes trouvées sur le lieu ont été blessées et une autre kidnappée. « Cet assassinat vient s'ajouter à d'autres, depuis le début de cette année. La jeunesse du territoire de Masisi continue à condamner ces actes de tuerie à la hausse dans le territoire de Masisi et appelle le gouvernement congolais à mettre en place un mécanisme pour sécuriser la population dans ce territoire. Et je lance un appel aux jeunes qui continuent à trainer dans les groupes armés et forces négatives de se joindre à nous pour qu'ensemble on planifie les activités d'entrepreneuriat, et voir si l'on peut se bâtir un Masisi avec sécurité. Mais aussi, pour le gouvernement congolais de voir comment il peut mettre en place, un mécanisme d'encadrement des jeunes rendus par ce que nous avons un problème dans le territoire de Masisi », a déclaré le président du conseil territorial de la jeunesse de Masisi.

**Décès de José Menga, ancien journaliste de Radio Okapi, lundi 8 février,** à la clinique St Gaspard de Kisangani. Né le 3 mai 1974 à Kisangani, après ses études primaires, il a décroché son diplôme d'Etat au Collège Maele en section littéraires, avant d'entreprendre ses études universitaires en sciences politiques à l'université de Kisangani. Dans les années 93, il a fait ses premiers pas à la RTNC, avant de rejoindre la Radiotélévision Amani de l'Archidiocèse de Kisangani à sa création en 1995. Alors qu'il y assumait les fonctions de rédacteur en chef, il a également presté comme correspondant de la BBC. Journaliste talentueux, il sera l'un des deux premiers journalistes recrutés par la Radio Okapi en février 2001 à Kisangani, peu avant le lancement de son signal le 25 février 2002. José Menga a travaillé dans plusieurs rédactions de la Radio Okapi à travers le pays. A Kinshasa, à Goma et tout dernièrement à Bunia où il assumait les fonctions de secrétaire de rédaction, poste qu'il a occupé durant plusieurs années avant la fin de son contrat en 2017.

**Félix Tshisekedi est rentré à Kinshasa.** Le Président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, a regagné Kinshasa après la tenue du 34e sommet de l'Union africaine. Lors de cette session régionale, il a occupé le poste de Président de l'organisation intergouvernementale du continent africain. Félix Tshisekedi est arrivé par jet privé, qui a atterri à 16h40', heure de Kinshasa. Il a été accueilli, au pied de l'avion, par son épouse, Denise Nyakeru Tshisekedi, et quelques personnalités venues l'accueillir, dont le gouverneur de la ville de Kinshasa, Genty Nyabila, le bourgmestre de la Commune de la Nsele et quelques corps constitués. Après quelques minutes au salon d'honneur, le cortège présidentiel a pris la direction de la cité de l'UA. Avec l'élévation de Félix Tshisekedi, Kinshasa va redevenir,

pour la deuxième fois, capitale du berceau de l'humanité après 54 ans. C'est le feu Maréchal Mobutu en 1967 qui a occupé ce poste de 1967 à 1968.

### Mardi 9 février.

**Procès 100 jours : deux associations plaident pour la libération de Vital Kamerhe en appel.** « Que notre leader, après plusieurs révélations, notamment du gouvernement congolais qui a reconnu que les maisons préfabriquées dont il a été accusé existent, l'honorable Vital Kamerhe doit recouvrer ses droits et libertés, qu'il doit être acquitté (...) et nous demandons qu'on puisse corriger le jugement inique rendu le 20 juin 2020. Nous voulons qu'il y ait vraiment un procès équitable », a demandé le coordonnateur de Soutenons VK. Vital Kamerhe a été condamné à vingt ans des travaux forcés pour détournement des fonds publics. Le tribunal avait dit « établie en fait et en droit l'infraction de détournement des deniers publics portant sur le montant de 48 831 148 \$USD à charge des prévenus Samih Jammal et Kamerhe Lwa Kanyingini Vital.

**Les cours reprendront lorsque la courbe de contamination de Covid-19 va baisser dans les provinces touchées.** « Lors de la première vague, on affirmait qu'il n'y avait pas des contaminations chez les enfants. Mais avec cette deuxième vague, quand vous allez à l'INRB et quand vous consultez les données, il y a un grand nombre d'enfants qui souffrent de cette maladie et qui en sont décédés. Nous sommes en train d'atteindre le plateau. Bientôt il y aura la baisse de la courbe. Il faudra que les enfants sachent que nous sommes en train de les protéger. Ils vont reprendre avec les études. Mais qu'ils soient patients (...) Nous pensons que nous allons maîtriser cette deuxième vague. Il n'y aura pas d'année blanche. Ça je vous le confirme», a dit Eteni Longondo, le ministre de la Santé.

**Beni : l'ECIDE préoccupé par la situation sécuritaire dans le territoire.** La délégation du parti Engagement pour la Citoyenneté et le Développement (ECIDE) venue de Goma le 6 février pense qu'il y a lieu de redoubler les efforts afin de bouter dehors les ennemis de la paix et que la population soit en alerte maximale tout en collaborant étroitement avec l'armée et ses partenaires engagés dans les opérations dans la région. Elle demande aux services de sécurité d'être plus sensibles aux alertes, et à renforcer la surveillance et des patrouilles au niveau des frontières du Congo avec l'Ouganda et du Rwanda, pour couper toute communication ou ravitaillement et surtout tout recrutement de ces rebelles ougandais avec les pays voisins.

**Nord-Kivu : les Fardc poursuivent les opérations de traque contre les groupes armés à Bwito.** Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 2 confirme qu'au moins 90% des localités sont déjà reprises par les Fardc et que celles-ci continuent à pourchasser les assaillants dans les profondeurs.

**Walikale : 4 morts lors des accrochages entre NDC/R de Bwira et Nyatura CMC.** Les combattants Nyatura CMC de Domi venus de Rutshuru ont attaqué la position de NDC/R de Bwira, à Kalembe ce lundi. Cette zone qui est le théâtre des hostilités, est à la limite entre les territoires de Walikale et Masisi. Des échanges de tirs d'environ une heure s'en sont suivis. Le fonctionnaire délégué à Mwesso avance un bilan de 4 morts dont 3 combattants Nyatura, trois blessés et 4 armes AK47 et une arme lourde PKM récupérées par le NDC/R. Mais, cette attaque n'a pas fait des victimes ni déplacement des populations.

**Haut-Katanga : 14 personnes sont mortes dans un accident d'un train marchandise de la SNCC.** Huit hommes et six femmes sont décédés à la hauteur du pont Lusendji, dans le territoire de Kanyama, dans la nuit du 07 au 08 février vers 22h00. Elles étaient perchées sur un train marchandise venant de Mwene-Ditu vers Kanyama. C'était la nuit le train roulant normalement ils sont allés heurter le pont.

**Beni: 10 morts dans une nouvelle attaque attribuée aux ADF à Kithovirwa.** Le président de la société civile, affirme que c'est vers minuit que les assaillants ont attaqué le village Kithovirwa près de Mwenda, à 9 km de Mutwanga dans le secteur de Ruwenzori. Ces assaillants ont visé ce village qui accueille chaque jour des déplacés fuyant les atrocités dans le Ruwenzori.

**Ebola à Beni : le médecin chef de zone appelle la communauté à la prudence.** Le médecin chef de zone de Beni, rassure la prise en charge efficace du cas contaminé et invite ainsi chacun au respect des règles d'hygiène. Il regrette que la population ne prenne pas au sérieux ne se préserve pas contre Ebola ou encore Covid19. **Ebola à Butembo : le gouverneur du Nord-Kivu plaide pour l'intervention des partenaires techniques et financiers.** Le gouverneur de province du Nord-Kivu, a appelé à la mobilisation nationale et internationale contre cette menace sanitaire. Il invite, par la même occasion, la population à la stricte observance des gestes barrières et estime que les expériences du passé devraient être capitalisées pour vite stopper la propagation et venir rapidement à bout de cette maladie.

**Ituri : plus de 200 miliciens de la Codeco quittent le site minier de MGM de Mongwalu.** Certains miliciens de la Codeco se sont retirés depuis dimanche 7 février, de la concession de la compagnie minière MGM, à Mongwalu où ils

exploitaient de l'or depuis environ deux semaines. D'autres résistent encore et posent des préalables pour leur retrait. Ils exigent au gouvernement provincial de leur accorder un autre site riche en or en dehors de la concession de MGM pour leur survie. Selon leurs leaders, c'est pour leur permettre de se prendre en charge en attendant que le gouvernement puisse assurer leur survie et lancer le processus de désarmement et démobilisation.

**Kananga : la société civile s'inquiète de la persistance de l'insécurité dans la ville.** La société civile propose que les gouvernements central et provincial dotent la police nationale des moyens adéquats pour juguler l'insécurité à Kananga et ses environs. Elle recommande à la population de collaborer avec les agents de l'ordre pour traquer tous ces malfrats.

**Kasaï-Oriental : 2 évadés de Kanyama Kasese retrouvés à Ngandajika.** D'après l'administrateur du territoire assistant ces deux évadés ont avoué qu'ils étaient en provenance de Kanyama Kasese et présentent des signes de fatigue. Après leur arrestation, ils ont été mis à la disposition de l'auditorat de garnison militaire de Ngandajika.

**Mongala : JED exige la réouverture immédiate de 3 radios privées.** L'ONG Journaliste en Danger (JED) exige la réouverture immédiate de trois radios privées, à savoir deux stations de Radio Mwana Mboka de Lisala et celle de Bumba, appartenant au gouverneur déchu, Crispin Ngbundu et de Radio Liberté à Lisala du MLC. Ces radios ont été fermées vendredi 5 février après un ordre verbal intimé par Mme le gouverneur intérimaire Marie-Clémentine Sole. JED exprime ses inquiétudes en raison de la détérioration constante de la situation de la liberté de la presse dans la province de la Mongala, notamment par des cas d'attaques et des menaces contre les journalistes et les médias.

**Mai-Ndombe : l'ONG ADH Nioki contre les détournements des perdiems des participants aux formations.** « Nous avons constaté que chaque fois qu'il y a des formations organisées par les grandes organisations internationales notamment l'USAID, l'UNICEF, l'OMS, il y a chaque fois les formateurs à qui on donne la responsabilité, ils sont en train de faire des retraits dans les perdiems prévus pour les participants. Alors nous demandons à ces organisations à veiller elles-mêmes sur le paiement des participants pour qu'ils touchent la totalité de leurs dus »

**Nord-Kivu : la société civile exige des audiences en chambre foraine pour le militaire qui a abattu un civil à Lubero.** Le meurtrier, un soldat Fardc avait tiré à bout portant sur sa victime, qui avait refusé de se soumettre à l'ordre de son bourreau, de transporter de force ses fagots de braise fabriqués sur l'axe Lubero-Kasuo. Les forces vives exigent aussi la prise en charge des funérailles du défunt ainsi que de sa famille et demande entre autres, de mettre immédiatement fin à l'abattage des arbres qu'elle qualifie d'abusif par des militaires Fardc dans la région pour la fabrication des braises.

**Sud-Kivu : la société civile demande un état de lieu de la situation sécuritaire dans la province.** Cette demande a été formulée à la suite de l'insécurité grandissante qui se vit dans la province et particulièrement dans la ville de Bukavu ces derniers jours. Une situation qui prend une allure inquiétante par des attaques qui se déroulent même en pleine journée.

**Tanganyika : la population dénonce des cas d'enlèvement et de prise d'otage par la milice Twa à Bendera.** "Les uns sont ravis aux champs et les autres la nuit dans leurs maisons. Ils sont battus et torturés. Et la sécurité se dégrade ainsi dans le secteur de Bendera à cause de la présence de la milice Twa », a déploré un habitant. La Société civile locale appelle les autorités à la sécurisation des populations civiles.

**Remises et reprises dans les Bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat.** Le nouveau président de l'Assemblée nationale a félicité le Bureau d'âge pour le travail abattu depuis leur installation jusqu'à cette cérémonie de remise et reprise. Christophe Mbose qui a aussi conduit le Bureau d'âge est le nouveau président de la chambre basse, en remplacement de Jeanine Mabunda, déchu en décembre dernier. Au Sénat il y a aussi eu remise et reprise entre l'ancien président, Alexis Thambwe Mwamba et le Bureau d'âge.

**Haut-Lomami : aucun militaire n'a fui la base de Kamina (Officiel).** Selon le ministre provincial de l'Intérieur, les informations distillées dans les réseaux sociaux, faisant allusion à l'évasion de 400 militaires armés sont des rumeurs. « Ce sont les fake news véhiculés par les gens qui aiment intoxiquer l'opinion, qui aiment véhiculer la désinformation. C'est un bataillon en fin de formation au centre d'instruction de Kamina qui est allé répondre à son affectation à Kananga donc il n'y a pas eu des militaires qui se sont volatilisés ».

**L'OGEFREM compte se déployer à Mbuji-Mayi pour « encadrer » les opérateurs économiques.** « À Mbuji-Mayi, tous les services sont présents, la DGDA, la CNSS, le FPI et tous les autres, mais il y a un grand absent, il s'agit de l'office de Gestion de fret multimodal (OGEFREM). Et dans le cadre du déploiement de nos activités à travers la RDC, nous avons pensé que nous devons être très présent dans le grand Kasaï parce qu'il y a beaucoup d'opérateurs économiques ici. Et l'un des rôles de l'OGEFREM c'est d'encadrer les opérateurs économiques », a expliqué le directeur général de l'OGEFREM

**L'Union européenne, la VSV et l'ASADHO appellent à la réouverture du procès de Floribert Chebeya.** Selon l'Agence France Presse (AFP), ces trois organisations ont lancé cet appel, après les témoignages de deux policiers en exil qui affirment avoir participé à l'assassinat. En exil, les policiers Hergil Ilunga et Alain Tayeye ont, dans des témoignages rapportés par la Radio France internationale (RFI), déclaré avoir participé à l'assassinat de Floribert Chebeya dont le corps a été retrouvé le 2 juin 2010 dans sa voiture à la périphérie de Kinshasa. Dans leurs témoignages, RFI rapporte que les policiers Hergil Ilunga et Alain Tayeye ont accusé le général John Numbi, d'être le principal commanditaire de cet assassinat.

### **Mercredi 10 février.**

**Goma : des policiers impayés depuis des années demandent qu'ils soient remis dans leurs droits.** Affectés à la sécurité des agglomérations, ils se voient obligés de vivre sur le dos de la population. Les policiers rencontrés ont été formés au centre de Kapalata en 2010. Après leur formation, ils se rappellent avoir été régulièrement payés. Trois mois après le départ du M23, ils n'ont plus touché leur rémunération. Ils ajoutent qu'ils sont plus de 1 000 à travailler sans solde depuis plusieurs années.

**Conférence sur les enfants dans les zones de conflits.** Les ambassades de Norvège, de Suède, de Belgique, du Canada, l'Unicef et la Monusco organisent ce mercredi 10 février une conférence sur les enfants dans les zones de conflits. En octobre 2020, le Secrétaire général de l'ONU a publié son 7<sup>e</sup> rapport sur les enfants dans les conflits armés en RDC, qui couvre la période du 1<sup>er</sup> janvier 2019 au 31 mars 2020. Le groupe de travail du Conseil de sécurité de l'ONU sur les enfants dans les conflits armés, présidé par la Belgique, a négocié des conclusions. L'objectif de cette conférence est de vulgariser et diffuser le rapport du secrétaire général des Nations unies et les conclusions du groupe de travail du Conseil de sécurité de l'ONU afin de créer une base de compréhension commune de cette problématique.

**Nord-Kivu : une ONG alerte les autorités sur une tension intercommunautaire à Bishusha.** Cette situation est consécutive à l'assassinat, le 22 janvier dernier, d'un membre de l'une des communautés locales en conflit dans le village de Tchumba. Le directeur exécutif d'Umoja-Africa/RDC, indique que le chef de groupement a essayé de réunir les deux communautés pour une solution, mais cela n'a pas donné de résultat il demande dès lors aux autorités compétentes de prendre des dispositions urgentes pour éviter les affrontements.

**Ebola en RDC : l'OMS envoie des vaccins et des experts au Nord-Kivu.** L'agence sanitaire mondiale de l'ONU a dépêché une équipe d'épidémiologistes sur place. « L'OMS a envoyé une équipe de réponse rapide pour apporter son soutien en cas de besoin », a précisé le Dr Tedros. Et grâce à « l'énorme capacité » mise en place lors de la dernière épidémie en RDC, les autorités sanitaires provinciales congolaises ont « une expérience significative dans la réponse au virus et dans la prévention de sa transmission ». Le nouveau cas d'Ebola a été confirmé dans la zone de santé de Butembo située dans la province du Nord-Kivu. Cette femme qui est décédée était mariée à un survivant du virus. Plus de 70 contacts ont été identifiés. L'agence onusienne aide les autorités locales et nationales à les retrouver et à leur fournir des soins si nécessaire. Ce nouveau cas détecté à Butembo a été enregistré après l'annonce, le 18 novembre 2020, de la fin officielle de la onzième épidémie de la maladie à virus Ebola dans la province de l'Équateur dans le nord-ouest de la RDC qui a causé la mort de 55 personnes.

**Nord-Kivu : les FARDC confirment le test d'admission aux académies militaires pour le 13 et 14 février 2021.** Les candidats qui vont réussir à ce test vont directement intégrer les académies militaires du pays. Ce concours se passera sur toute l'étendue de la République. Ceux qui vont réussir seront bienvenus dans nos académies militaires. Ceux qui sont concernés, ce sont les PP4, PP5, ceux qui ont raté au diplôme d'Etat, les diplômés d'Etat, les gradués, les licenciés.

**Maniema : 10 évêques catholiques invitent les politiciens à pratiquer la politique de l'humilité pour la transformation de la RDC.** Ces dix évêques catholiques sont en séjour à Kindu à l'occasion du sacre samedi dernier, du nouvel évêque de Kindu, Mgr François Abeli Muhoya.

**Coronavirus en RDC : 119 nouveaux cas confirmés, 2 décès et 17 guérisons enregistrés le 9 février.** Le bulletin du Comité multisectoriel de lutte contre la pandémie de Coronavirus renseigne que 119 nouveaux cas confirmés, dont 47 à Kinshasa, 29 dans le Haut-Katanga, 19 au Sud-Kivu, 13 au Nord-Kivu, 6 au Lualaba et 5 au Kongo Central. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 23.889 cas confirmés. Au total, il y a eu 685 décès et 15.168 personnes guéries.

**Mbandaka : reprise des enseignements dans les établissements universitaires.** Les activités académiques ont repris lundi 8 février, à l'université de Mbandaka, à l'institut supérieur pédagogique (ISP) et à l'Institut supérieur de développement rural (ISDR). Mais à l'ISTM, l'heure est encore aux préparatifs avec l'inauguration de nouveaux auditoriums.



**Affaire Chebeya : un crime d'État planifié et ciblé, selon les ONG et mouvements citoyens.** Au cours d'une conférence de presse tenue ce mercredi 10 février, des ONG des droits de l'homme et mouvements citoyens ont demandé aux instances judiciaires et aux autorités du pays pour obtenir l'arrestation du général John Numbi, la réouverture du procès Chebeya, la sécurisation de la résidence de John Numbi ainsi que celle du général Djadjidja où serait enterré le corps de Fidèle Bazana. **Affaire Chebeya : des ONG et mouvements citoyens exigent « l'arrestation immédiate » de John Numbi et « Djadjidja ».** « Les ONGDH et les mouvements citoyens rappellent aux autorités congolaises en général, et au Président de la République en particulier, qu'aucun véritable Etat de droit ne peut être bâti sur fond de l'impunité des auteurs des crimes avérés, connus et maintes fois cités par des témoins oculaires », a déclaré Rostin Manketa, directeur exécutif de la voix des sans voix (VSV). Ces ONG et les mouvements citoyens exigent aussi la réouverture du procès Chebeya et de Fidèle Bazana. **Sonia Rolley : « C'est la première fois qu'on a des témoins qui affirment avoir participé à l'assassinat de Floribert Chebeya ».** Radio France internationale (RFI) diffuse depuis mardi 9 février les témoignages des policiers congolais, Hergil Ilunga et Alain Tayeye, après une enquête menée par sa journaliste Sonia Rolley. Ces deux témoins accusent le général John Numbi, d'être le principal commanditaire de cet assassinat. Ces deux policiers affirment avoir participé à l'assassinat de Floribert Chebeya. « Ils disent qu'on a étouffé Floribert Chebeya et Fidèle Bazana », relate Sonia Rolley, invitée de Radio Okapi. **Affaire Chebeya : 2020, année de rebondissement avec l'arrestation du fugitif Kenga Kenga.** L'arrestation du fugitif, le major Christian Ngoy Kenga Kenga, en septembre 2020, est le point de départ du rebondissement du procès de Floribert Chebeya. C'est en ce moment que des voix se sont élevées pour réclamer la réouverture de cette affaire, close en 2011. 5 policiers avaient alors été condamnés au premier degré, dont 4 à la pleine capitale et un à perpétuité. Tout avait déjà été évoqué lors de deux procès précédents en 2020. Le major Paul Mwilambwe à Dakar (Sénégal) l'a révélé. Le rapport du médecin légiste a également parlé de la mort par strangulation, étouffement. La ferme privée du général John Numbi vers Benseke, qui appartiendrait désormais au général Djadjidja a été désignée comme cimetière où serait enterré Bazana. Aujourd'hui apparaissent deux policiers fugitifs. Au départ 7, retranchés dans la ferme de John Numbi à Lubumbashi, selon les avocats des parties civiles. Alors que la note de renvoi devant la Haute Cour n'a pas mentionné leurs noms. C'est le 2 juin 2010 que Chebeya est retrouvé mort dans sa voiture vers Mitendi et son chauffeur porté disparu, après avoir répondu à un rendez-vous la veille avec l'ancien inspecteur général de la police, John Numbi.

**Situation sécuritaire à Masisi : un élu sollicite l'implication des autorités.** Le député Bahunga appelle le gouverneur de tout faire pour renforcer des unités des Fardc et de la police en sous effectifs déployées la région, en proie à l'activisme des milices locales et des bandits armés : « Un total mensuel minimal de 30 personnes est assassinées. Et cela, depuis l'année dernière. J'ai toujours alerté les autorités à tous les niveaux pour que des mesures draconiennes puissent être prises afin que la population retrouve la paix. Masisi est devenu un territoire à sang » Masisi est un territoire sous contrôle, en grande partie des groupes armés.

**Tanganyika : une mission conjointe autorité territoriale-Monusco à Kabimba pour évaluer la situation sécuritaire.** Cela après les attaques meurtrières de 3 localités sur l'axe Kalemie-Kabimba en janvier 2021. Pour l'administrateur de territoire de Kalemie, la situation a évolué : « Nous sommes entourés par la chaîne des Monts Mitumba. C'est là au sommet des Mitumba, c'est une zone qui n'est pas administrée. On y trouve différentes sortes de bandits, on y trouve des éleveurs qui se transforment aussi en bandits, on y trouve des miliciens attachés soit à Yakutumba, soit à Mundusi ». Après les incidents de janvier 2020, des soldats FARDC ont été déployés dans les 3 localités : Mulicha, Mitetezi et Kabuga.

**Sud-Kivu : l'ONG Justice pour Tous lance une campagne de vulgarisation du code minier révisé.** Cette campagne intervient après la clôture par l'ONG Justice pour tous, de la formation de trente sensibilisateurs qui vont travailler dans les huit territoires du Sud-Kivu. « Nous allons essayer un peu de partager le contenu du code minier et nous allons mettre l'accent sur le développement communautaire et aussi la redevance minière. Parce que nous voulons renforcer cette communication, de deux, nous avons estimé que la redevance minière ne contribue pas au développement socioéconomique des zones productrices des minerais. Ce qui fait que nous devons suivre de près toutes ces questions au niveau des entités territoriales décentralisées mais également au niveau de la province du Sud-Kivu par ce que la province perçoit 25 % de la quotité résultant de la redevance minière ». L'ONG précise qu'avec l'ancien code minier, toutes les recettes étaient versées à Kinshasa.

**Nord-Kivu : le député Prince Kihangi déplore la baisse du niveau de l'éducation dans les écoles de Walikale.** Selon ce député provincial, ce dysfonctionnement se justifie entre autres, par le fait que nombreux enseignants n'ont pas le profil requis susceptible d'aider les élèves à avoir le bagage intellectuel voulu. Pour élever leur niveau et les rendre plus compétitifs sur le marché de l'emploi, il demande au ministre de tutelle de ne plus permettre aux enseignants D6 de donner cours dans les écoles secondaires de province. Il propose également un programme de renforcement des capacités des enseignants.

**Meurtre des experts de l'ONU : les avocats de la défense demandent l'aide du gouvernement.** Absents des deux dernières audiences, les avocats qui défendent les personnes poursuivies pour le meurtre des deux experts de l'ONU au Kasai, ont demandé, mercredi 10 février, à l'Etat congolais le versement de l'aide légale pour couvrir leurs indemnités. Désignés pro deo pour la plupart, ces avocats ne perçoivent pas d'honoraires. Le président du collectif de la défense fait savoir que cette demande a été formulée depuis plus d'une année déjà sans jamais obtenir de réponse. « Les avocats sont des humains. Ils ont des charges, des obligations aussi bien professionnelles que sociales auxquelles ils doivent répondre. Dès que l'Etat congolais ne sait pas les entendre de cette oreille, je pense que c'est l'Etat congolais qui freine le bon déroulement de ce procès. Et non les avocats », note Me Nkashama. L'avocat fait savoir que lui et ses confrères désignés pour assister pro deo les prévenus dans ce procès sont contraints quelque fois de renoncer à certains dossiers pour pouvoir se présenter aux audiences devant la Cour militaire qui juge les personnes accusées du meurtre de Zaida Catalan et Michael Sharp, deux experts tués au Kasai en 2017. Mardi, une nouvelle audience du procès des présumés meurtriers des deux experts de l'ONU ne s'est pas tenue correctement. Elle a été écourtée du fait de l'absence de la majorité des conseils des prévenus. Mais avant de renvoyer la cause, le président de céans en a appelé une nouvelle fois à l'humanité des avocats qui assistent des prévenus dont certains ont déjà passé plus de trois ans en détention.

**Lomami : un directeur du SECOPE arrêté pour « sabotage » de la gratuité de l'enseignement.** Isidore Kasenge, haut cadre de la division provinciale de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Technique devient la neuvième personne à être poursuivie par la justice en l'espace d'une semaine dans la province de Lomami. Sept (7) enseignants fictifs, dont un directeur d'une école jugée fictive dans le territoire de Lubao, ont été identifiés et mis à la disposition de la justice la semaine dernière, par la Trust Merchant Bank, quelques minutes seulement après le retrait des salaires. C'est depuis le début de la gratuité de l'Enseignement, que des voix s'élèvent pour dénoncer la création des écoles fictives dans la province de Lomami.

#### **Jeudi 11 février.**

**Kwilu : une affaire d'adultère tourne au drame, 2 morts.** Un homme et une femme ont été tués, mardi 9 février au village Kizazi Kuma, dans le territoire de Gungu (Kwilu). Un homme a surpris sa femme en flagrant délit d'adultère avec un amant.

Furieux, le mari, paysan, a tué cet amant, opérateur économique, à coups de machette. En représailles, la famille de l'opérateur économique s'en est prise à la mère du paysan et l'a décapitée sur place. Les auteurs de tous ces crimes ont pris la fuite en forêt pour échapper à la justice et la femme adultère est gardée à la prison rurale de Gungu.

**Nord-Kivu : 500 ménages de déplacés et retournés sont sans abris à Rutshuru.** Le porte-parole de la société civile du groupement de Mutanda indique que les retournés ont trouvé leurs maisons déjà détruites par manque d'entretien. D'autres ont été carrément incendiées lors de ces différents conflits interethniques dans la zone. La majorité d'entre eux vivent dans des familles d'accueil mais sont dépourvus presque de tout et n'ont pas d'abris. Leur survie devient de plus en plus difficile.

Toutes ces personnes avaient fui les conflits interethniques qui ont secoué la zone entre 2016 et 2017.

**Kisangani : libération de 41 prisonniers, bénéficiaires de la grâce présidentielle.** Soixante et un prisonniers éligibles à la grâce présidentielle dont 41 civils ont quitté mercredi 10 février à la prison centrale de Kisangani (Tshopo). Les bénéficiaires de cette mesure de grâce présidentielle sont notamment des prisonniers dont la peine est égale ou supérieure à 5 ans, mais dans des conditions fixées par la loi.

**Insécurité au Nord-Kivu : la crise de confiance entre la population et l'armée profite aux ADF,** lors de l'échange entre les jeunes représentants de plusieurs localités du secteur de Ruwenzori, et quelques responsables de la cellule de sensibilisation du secteur opérationnel 1 Grand Nord. Selon le président du conseil local de la jeunesse du secteur de Ruwenzori, cette crise de confiance serait à l'avantage de l'ennemi « qui est en train de vouloir diviser, de terroriser, et est en train d'appauvrir la région. » Les jeunes et l'armée ont échangé sur la crise sécuritaire qui ronge le secteur de Ruwenzori et surtout la faillite du mariage civilo-militaire dans cette entité du secteur de Beni, plongée depuis plus de deux mois dans l'insécurité grandissante.

**À Masisi : plusieurs localités envahies par des groupes armés,** qui sèment la terreur dans la population civile. Selon des sources locales, cela se passe en dépit des opérations menées par les Fardc depuis quelques mois. Les derniers affrontements en date, ont opposé, mardi 9 février, les Fardc aux combattants Nyatura CMC dans les villages Kalonge et Bukombo. La localité de Kalembe dans les limites avec le territoire de Walikale reste théâtre des hostilités entre Nyatura et NDC de Bwira.

**Ituri : Eglises et salles de classe servent de logis à plus de 4 600 déplacés à Irumu.** Ces personnes qui vivaient des produits champêtres ont vu leurs champs dévastés, leurs maisons incendiées, ainsi que leur bétail décapité par les

assailants, détaille le coordonnateur de la société civile locale. Par ailleurs, le chef de la chefferie de Bahema d'Irumu estime que le nombre de ces personnes pourrait s'alourdir à cause de l'activisme des miliciens dans la zone.

**Nord-Kivu: un seul juge à Rutshuru pour 69 000 personnes, déplore une ONG.** « Après la mise en place qui vient d'être effectuée l'année passée, le deuxième juge qui était à Rutshuru a été promu et affecté au tribunal de grande instance de Goma. Subitement, le tribunal de paix de Rutshuru est resté dans une situation de disfonctionnement, parce que le tribunal ne peut plus siéger en matière pénale d'autant plus qu'il n'y a qu'un seul juge avec un seul ministère public, face à des multiples dossiers. Le contexte de Rutshuru est rempli par les violations des droits de l'homme, les braconnages, l'exploitation illicite des ressources de la flore et faune sauvage, et donc laisser une entité aussi instable comme Rutshuru sans magistrat, donc sans tribunal quasiment, c'est vraiment très déplorable. C'est pourquoi nous avons alerté le conseil supérieur de la magistrature comme organe attitré pour qu'en toute urgence, le ressort de Rutshuru puisse avoir de magistrats ».

**Ituri : 2 personnes tuées, plusieurs biens de valeurs emportés lors de l'incursion des bandits armés à Linji.** Ces bandits se sont introduits dans une habitation et ils ont tiré sur les occupants. Un homme et son épouse ont été atteints par les balles et sont morts. Un autre habitant a été blessé. Ces inciviques ont pris, ensuite, la direction des villages à la périphérie du centre commercial d'Iga-Barriere, à 25 km de Bunia.

**Ebola à Butembo : plus de cent contacts identifiés. Ces contacts sont en cours de suivi et appelle les autres personnes ayant été en contact avec la victime à se manifester.** « Nous avons déjà listé 161 contacts dans les deux zones de santé, à Biena et à Katwa, mais il y a aussi certains contacts en zone de santé de Butembo qui sont en train d'être suivis, mais nous avons aussi d'autres contacts que nous n'avons pas encore vus, notamment le motard qui l'a transportée de Masoya jusqu'à Butembo. Il y a un garde malade que nous n'avons pas encore vu. Nous avons pris un échantillon que nous avons envoyé à Goma et à Kinshasa dans nos laboratoires INRB pour qu'un séquençage soit fait. Le séquençage va nous permettre de dire, ce virus qu'on a identifié, est-ce qu'il est parmi les autres qu'on avait déjà identifiés ici avant, ou qu'il s'agit d'un nouveau variant ? ». Docteur Nzanzu Salita appelle également la communauté à ne pas céder aux rumeurs et intoxications, pour ne pas revivre la situation tragique de la dixième épidémie dans la région. **Butembo : deuxième décès lié à Ebola.** Le ministre provincial de la santé du Nord-Kivu a annoncé que la malade, est une dame de 60 ans. Elle est décédée mercredi 10 février à Masoya, où était signalé le premier cas. Dr Nzanzu Salita affirme que le listage des contacts de ce deuxième cas est en cours. Le fonctionnaire délégué du gouverneur dans cette région indique, pour sa part, que la population locale vit en ce moment dans une grande crainte.

**Goma : l'Union Européenne annonce la reprise des travaux de construction des édifices publics.** L'Union européenne réaffirme sa volonté de poursuivre l'accompagnement au développement socio-économique mais aussi aux efforts de la restauration de la paix et la sécurité au Nord Kivu. C'est ce qu'a réitéré l'ambassadeur de l'union européenne en RDC, Jean-Marc Châtaignier, au cours de sa visite mercredi 10 février à Goma. Ce diplomate européen a affirmé continuer le soutien avec la Monusco, les Fardc et les autorités congolaises pour que la paix, la sécurité et l'Etat de droit soient rétablis au Nord-Kivu. L'entretien avec le gouverneur du Nord-Kivu a permis de se fixer sur la relance des travaux de construction de ces bâtiments de la province d'ici juin 2021. Ces travaux financés par l'UE avaient connu une suspension de plusieurs mois à la suite des problèmes technique et logistique, a-t-il souligné.

**Beni : 1 ADF tué et 2 autres capturés lors d'une attaque déjouée par les Fardc à Mutwanga.** Selon le porte-parole militaire du secteur opérationnel Sokola 1 grand nord, ces présumés rebelles ADF ont tenté de faire incursion dans la cité afin de se livrer aux tueries des civils. Les Fardc ont ouvert le feu et les ont pourchassés. Au cours de ces affrontements qui ont duré plusieurs heures, un présumé rebelle ADF a été tué et deux autres capturés parmi lesquels un ougandais et un congolais. Deux autres jeunes congolais pris en otage ont été libérés des mains de ces rebelles. D'autres sources sur place parlent aussi d'un civil tué lors des échanges de tirs.

**Martin Fayulu insiste sur la tenue des élections en 2023 : « Jamais de la vie, il n'y aura un glissement ».** Selon lui, les dirigeants congolais ne devraient pas trouver d'excuses de ne pas organiser les élections en se cachant sur la crise entre le Front commun pour le Congo (FCC) de Joseph Kabila et Cap pour le changement (CACH) de Félix Tshisekedi. Il considère le duo Tshisekedi-Kabila et l'Union sacrée comme une forme d'anesthésie afin d'avoir un discours politique devant le peuple. » Pour le leader la plateforme LAMUKA, il est aussi nécessaire de discuter sur des réformes institutionnelles « profondes et urgentes », notamment sur la loi électorale. Le but de ces échanges, serait d'avoir « une loi électorale qui fera en sorte qu'à la fin du scrutin, les résultats soient directement digitalisés. » Outre des réformes sur la loi électorale, il propose aussi que cela s'étende sur la commission électorale, la Cour constitutionnelle, l'armée, la police, la lutte contre la corruption.

**Les écoles sont fermées par peur de la grève des enseignants, estime Fayulu.** Les écoles et universités sont fermées depuis décembre 2020, à la suite de la deuxième vague de la pandémie de Covid-19. En janvier dernier, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) avait plaidé pour la réouverture des écoles en RDC. Pour cette agence de l'ONU, la fermeture des écoles menace directement le développement, la santé, la sécurité et le bien-être des enfants.

**Affaire Chebeya : Martin Fayulu appelle à une enquête internationale.** « Chebeya, ce monsieur qui a travaillé pour les sans voix, il risquait sa vie. Il faut rouvrir l'enquête, il faut une enquête indépendante, une enquête internationale », a plaidé le président du parti Engagement pour la Citoyenneté et le Développement (ECIDE). Dans un autre registre, Martin Fayulu fait savoir que c'est le peuple congolais qui a créé la coalition LAMUKA. « LAMUKA, c'est le peuple qui l'a créé et il continue. Ceux qui se sont pointés à LAMUKA, s'ils veulent partir, ça c'est leur problème, mais il y aura certainement d'autres personnes qui viendront en respectant la charte de LAMUKA », a-t-il déclaré, faisant allusion à l'adhésion de Jean-Pierre Bemba du Mouvement de Libération du Congo (MLC) et Moïse Katumbi d'Ensemble pour la République, à l'Union sacrée pour la nation. « L'Union sacrée n'est qu'une simple diversion orchestrée par Joseph Kabila et Félix Tshisekedi », a fait remarquer le président de l'ECIDE.

**Covid-19 en RDC : Dr Muyembe propose la réouverture des écoles et universités.** « La bonne nouvelle est que nous avons amorcé la descente de la courbe épidémique des cas de Covid-19 en RDC. Et comme vous le savez, ce ne sont pas toutes les provinces qui sont affectées par cette maladie ». Sur base de ce rapport et des données scientifiques apportées par Dr Muyembe, le Chef de l'Etat va prendre des décisions dans les jours qui suivent.

**Vendredi 12 février.**

**Une délégation du Conseil de sécurité échange avec les femmes sur défis à relever dans le secteur de paix et sécurité.** Au cours des échanges, les femmes ont présenté la situation au quotidien des femmes du Nord Kivu. Elles ont tenu à démontrer qu'elles ne sont pas seulement des victimes de l'insécurité mais qu'elles demeurent plus que jamais comme des actrices de changement. Elles attendent l'engagement sincère de la communauté internationale sur la question de la paix en province. Le chef de la délégation du Conseil de sécurité promet de travailler avec force sur l'importance de la dimension genre, paix et sécurité conformément à la résolution 1325 adoptée par le Conseil de sécurité.

**Maï-Ndombe : 2 cas de Covid-19 confirmés, la province en rupture de stock des tests.** C'est le gouverneur de cette province indique que la province a enregistré ses deux premiers cas de la covid-19, confirmés par l'INRB. Il appelle la population du Maï-Ndombe au respect des gestes barrières pour limiter la transmission de cette maladie et profite de cette occasion pour solliciter de l'aide auprès du comité national de riposte contre cette maladie pour avoir des tests.

**Ituri : un député fustige l'abandon par le gouvernement des miliciens démobilisés.** Les éléments des groupes armés qui s'étaient inscrits dans le processus de démobilisation dans la province de l'Ituri commencent à retourner dans leurs positions initiales. Ces éléments commencent à nouveau à tracasser les populations civiles. L'on signale déjà des personnes tuées, conséquence de l'échec du processus, dénonce le député national.

**Journée internationale de l'enfant soldat : l'ONG ACOPE demande aux enfants de quitter les groupes armés.** Selon le responsable de l'ONG Action concrète pour la protection de l'enfance 32 enfants sortis des différents groupes en territoire de Beni et Lubero, parmi eux deux filles, sont encadrés par ACOPE. Il ajoute que 19 autres sont gardés à Beni et le reste à Lubero. Pour lui, seule la création d'un bon environnement pour enfant pourra diminuer la fréquentation des enfants dans les groupes armés. Les enfants soldats encadrés dans cette structure de protection de l'enfance, ont également appelé ceux qui sont encore dans la brousse de quitter et de rejoindre leurs familles. **Butembo : 72 enfants sortis des groupes armés en 2020 (Rapport).** Le consortium des organisations œuvrant dans le secteur de protection de l'enfant à Butembo rapporte que 72 enfants dont 24 filles et 48 garçons ont été sortis des groupes armés dans la région de Butembo et environs au cours de l'année 2020. Pour Mumbere Muhasa, président intérimaire du parlement d'enfant de Butembo-Lubero, le manque d'occupation actuelle des enfants est un facteur important qui exposerait ces derniers à intégrer les groupes armés. **Plus de 2 000 enfants séparés des groupes armés en 2020 (Monusco)** Selon la section protection de l'enfant de la Monusco, en RDC, plus de 2 mille enfants sont séparés en 2020 des groupes armés par les acteurs de protection d'enfants en situation de conflits armés. Le Chef de cette section indique que les provinces de l'Ituri, du Nord et Sud-Kivu sont plus concernées. Mathieu Ndongu Koni se réjouit que les Fardc n'aient plus des enfants dans leurs rangs depuis la vérification de l'ONU en 2017. Il estime toutefois que le défi reste encore au sein des groupes armés où on continue à enregistrer des cas de recrutement et utilisation d'enfants.

**Kalemie : les étudiants sensibilisés sur les droits de l'homme et violences sexuelles dans le contexte de Covid-19** La Commission nationale des droits de l'homme (CNDH)/coordination du Tanganyika et le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits de l'homme (BCNUDH) ont sensibilisé jeudi 11 février des étudiants des milieux universitaires de Kalemie. Au sujet des attentes, le chef de section du Bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme espère que les étudiants vont à leur tour sensibiliser les autres couches de la population.

**Nord-Kivu : 83 filles mineures quittent le centre de récupération.** Quatre-vingt-trois filles mineures, orphelines et vulnérables de Rutshuru ont quitté Goma mercredi dernier pour regagner leurs familles respectives le même jour.



Récupérées dans leurs milieux d'origine par la fondation DINA, ces filles mineurs ont été hébergées dans un centre de récupération au quartier Kyeshero à Goma. A la suite des allégations sur d'éventuelles maltraitances et exploitations de ces enfants, le ministère des affaires sociales est intervenu pour résoudre la question. Un dossier judiciaire est même en cours au Tribunal de grande instance de Goma, sur cette affaire. La ministre provinciale des affaires sociales, qualifie cette situation comme un trafic illicite et s'apparente en une forme d'exploitation des enfants en province. Elle promet que tels des actes abjects ne resteront pas impunis.

**Ituri : plus 600 personnes mutilées par les groupes armés (BCNUDH).** Le Bureau conjoint des Nations aux droits de l'homme (BCNUDH) affirme que le nombre de personnes vivant avec handicap est estimé à plus de 10 milles sur toute l'étendue de la province qui vivent dans des conditions difficiles. Parmi elles, il y a au moins 600 dont les membres ont été amputés par les miliciens lors de leur incursion dans plusieurs villages, en territoires de Djugu et Irumu. Pour le coordonnateur de l'ONG Les Rebatisseurs, la priorité pour ces personnes, c'est la restauration de la paix pour leur permettre de vaquer à certaines occupations. « Ces personnes vivant avec handicap ont également besoins de matériels pour faciliter la mobilité en vue de se prendre en charge. » L'ONG les Rebatisseurs a fourni plus de deux milles tricycles et des chaises roulantes aux personnes vivant avec handicap en Ituri. Malgré cela, les besoins restent énormes.

**COVID-19 : l'Inde annonce une dotation en vaccins pour RDC.** La république de l'Inde s'engage également à multiplier les salles de classe dans certaines écoles de la RDC pour respecter la distanciation sociale enfin de permettre la jeunesse Congolaise à bien étudier. Dr Bruno Miteyo Nyenge rappelle que l'année dernière, lors de pique de la pandémie à COVID-19, l'Inde avait fourni à la RDC, des hydro chloroquine.

**Nord -Ubangi : les partisans du gouverneur déchu, dénoncent une manipulation politicienne.** Selon le porte-parole du gouverneur déchu, Izato Nzenge devait retourner jeudi 11 février à Gbadolite, conformément à la circulaire du vice-premier ministre et ministre de l'intérieur sortant, qui lui avait autorisé de retourner à son poste en attendant les conclusions de la justice. Or, il aurait été interdit d'embarquer à l'aéroport de N'djili à Kinshasa à cause d'un rapport de la DGM/ Nord-Ubangi. Ce document signalait la présence d'une forte délégation venue de Yakoma, accueillir leur frère Izato à Gbadolite. Ces sympathisants étaient munis d'armes à feu et de munitions en vue de prendre parti pour lui et de provoquer une guerre dans la ville. Le porte-parole du gouverneur déchu, Fila Ernest Bangato souligne que la DGM Nord-Ubangi a fait un rapport erroné. Il soutient que cela ressemble à une manipulation politicienne.

**Matata Ponyo se réserve le droit de porter plainte contre l'IGF pour diffamation et fausse information.** « Je n'ai détourné aucun dollar du projet Bukanga Lonzo, toutes les conclusions de l'Inspecteur général des finances (IGF) sont politiques et n'ont rien à voir avec la réalité sur terrain. Je me réserve le droit de porter plainte contre l'igf pour diffamation», a indiqué l'ancien Premier ministre. La gestion technique et financière de Bukanga Lonzo était assurée par la société Africom qui avait signé le contrat de gestion avec l'état congolais à travers les ministères des Finances, industrie, portefeuille et de l'agriculture. Selon l'IGF, le trésor public avait décaissé 285 millions USD. Seuls 80 millions avaient été réellement investis.

**Haut-Katanga : le bureau de l'Assemblée provinciale destitué.** Les membres du bureau sortant étaient visés par deux pétitions. La première signée par 19 députés concernait tous les membres du bureau excepté leur président. La deuxième appuyée par 21 députés était contre le président de cet organe délibérant. Aux uns et aux autres, il était reproché soit l'incompétence soit la gabegie financière ou encore la mauvaise gestion de leurs domaines respectifs.

**Christophe Mboso : « Nous avons dit au Chef de l'Etat que la mise en place du gouvernement est une urgence ».** Elus au cours de la session extraordinaire de l'Assemblée nationale, le nouveau bureau est constitué de Christophe Mboso, Jean-Marc Kabund, Vital Benywesize, Joseph Lembi, Angel Tabu, Jean-Pierre Kanefu et Colette Tshomba. Cette équipe a promis d'accompagner le Chef de l'Etat à travers une cohabitation harmonieuse des institutions.

**Matadi : inauguration d'une école pour des sourds-muets.** Cette première école moderne d'enseignement spécial dans le Kongo-Central est construite par le diocèse de Matadi à travers la Caritas développement. Elle a été financée à la hauteur 204 000 USD par la Caritas Autriche- Linz. Dès la reprise des cours, ces enfants malentendants, 168 au total, étudieront dans de bonnes conditions dans ce nouveau bâtiment de deux niveaux, comprenant chacun 7 salles de classes spacieuses et 1 bureau administratif.

**Reprise des activités scolaires et académiques le lundi 22 février (Officiel).** Cette décision est la conséquence de l'amélioration de la courbe épidémique de la deuxième vague de Covid-19 en RDC. D'après le Secrétariat technique de riposte, les mesures prises par le Chef de l'Etat en décembre 2020 face à la deuxième vague ont porté leurs fruits. L'observance des mesures barrières est indispensable et la mesure de couvre-feu de 21 heures à 5h est maintenue.

**Samedi 13 février.**

**David McLachlan-Karr inquiet de la résurgence d'Ebola au Nord-Kivu.** « J'exprime tout mon soutien et toute ma confiance aux autorités congolaises, et les invite à mettre en place une action rapide et décisive qui permette de protéger toutes les personnes contact afin d'éviter la propagation du virus », a déclaré le coordonnateur humanitaire en RDC. En appui aux autorités, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et d'autres partenaires se sont mobilisés pour lancer les premières actions de riposte dans les zones de santé concernées. « Les organisations humanitaires ont tiré des leçons des deux dernières flambées de l'épidémie d'Ebola. C'est fort de cette expérience que nous suivons la situation, en mettant en œuvre les mesures pour protéger les communautés concernées et les travailleurs de première ligne, mais également pour éviter toutes les dérives qui ont pu entacher et entraver le travail des humanitaires lors de la précédente riposte dans l'est de la RDC », a souligné M. McLachlan-Karr.

**La coalition des ONG note des irrégularités dans les institutions provinciales,** telles que l'impunité et le manque de cohésion entre les gouverneurs et les assemblées provinciales. Dans un rapport publié vendredi 12 février à Kinshasa, le coordonnateur de cette structure dite de lanceur d'alerte recommande au Président de la République de prendre ses responsabilités constitutionnelles afin de restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble du pays.

**Kasaï-Oriental : des wagons contenant du carburant sont arrivés à Mwene-Ditu.** En provenance de Kamina, ces engins vont devoir desservir les provinces de Lomami et Kasaï-Oriental et juguler le problème de hausse de prix en carburant, constaté depuis quelques semaines. C'est depuis la semaine dernière que le prix du litre de carburant a galopé à Mbuji Mayi. Vendu il y a deux semaines à 2 500 Francs congolais (1,2 USD), le litre d'essence coûte actuellement 5 500 Francs congolais (2,7 USD). Cette hausse était occasionnée par la rupture de stocks sur le marché de Mbuji-Mayi.

**Affaire Ngezayo : 100 jours sans procès pour des personnes détenues à la prison de Ndolo.** Environ 50 personnes, majoritairement des civils, sont détenues à la prison militaire de Ndolo, sans avoir été jugées, 100 jours après leurs arrestations. L'Alliance pour l'universalité des droits fondamentaux (AUDF), plaide pour que justice soit faite pour ces personnes interpellées dans le cadre de l'affaire de l'assassinat de Simba Ngezayo. L'affaire Ngezayo remonte au 3 novembre 2020, lorsque l'homme d'affaires, Simba Ngezayo est assassiné. A la suite de ce meurtre, l'Auditorat général a arrêté des présumés auteurs de cet assassinat, 50 au total, à Goma, Bukavu, et les environs, rappelle l'AUDF.

**Félix Tshisekedi remet officiellement 300 bus à la société Tranco.** D'après le Directeur Général de Tranco, le plan d'exploitation de ces bus prévoit le transport urbain à Kinshasa ainsi que la liaison de certaines villes du pays joignables par des voies routières en bon état, en attendant les différents projets d'aménagement d'autres routes. Un deuxième lot de 110 autres bus est attendu d'ici la fin du mois de février.

**Dimanche 14 février.**

**Lubumbashi : des Maï-Maï attaquent le camp militaire Kimbembe.** Les premiers coups de feu ont été entendus vers le camp Kimbembe dans la commune Annexe très tôt le matin avant de s'étendre vers le rond-point Carrefour. Selon plusieurs sources il s'agit des miliciens Maï-Maï qui ont attaqué le camp militaire de Kimbembe avant d'être repoussés par les forces de l'ordre. D'autres se sont retrouvés vers l'avenue Kibati au quartier Industriel où se trouve le dépôt d'armes des Fardc. Là aussi, ils ont été mis en déroute par les Fardc. Pour l'instant, la situation est sous contrôle.

**Attaque de Lubumbashi : le bilan est de 16 morts.** Les Fardc indiquent ce dimanche 14 février soir que l'attaque des dépôts des armes à Lubumbashi a été menée par le mouvement sécessionniste Bakata-Katanga. Le bilan est de 12 rebelles qui ont été tués et cinq capturés. Trois militaires loyalistes et un enfant d'un militaire ont aussi été tués. L'Etat-major des Fardc signale que le retissage se poursuit dans la zone.

**Félix Tshisekedi fait la restitution des travaux de la 34e session de l'UA aux ambassadeurs.** Quelques jours après son investiture à la présidence de l'Union Africaine (UA), le Chef de l'Etat Félix-Antoine Tshisekedi était face aux ambassadeurs et chefs de mission diplomatiques accrédités en RDC au cours d'une soirée organisée au Palais de la Nation. Le Chef de l'Etat a décliné sa vision sur l'Union Africaine au service des peuples africains ainsi que les 9 piliers qui le sous-tendent.

**Aimé Boji : « Nous sommes convaincus que cette fois-ci le droit sera dit et que Vital Kamerhe va recouvrer sa liberté ».** Le parti de l'UNC a organisé le samedi 13 février à travers le pays des cultes en prélude du procès en appel de son président qui s'ouvre en principe ce lundi 15 février. « Que sa culpabilité soit démontrée. Le procès en première instance, il n'a jamais été démontré au-delà des doutes raisonnables tel que l'exige le droit congolais que l'honorable Vital Kamerhe a trempé dans quelques activités que ce soit de corruption ou de détournement », a affirmé Le secrétaire général de l'Union pour la nation congolaise (UNC), parti de Vital Kamerhe. Il appelle tous les membres de ce parti à demeurer disciplinés et de croire en un Etat des droits pour lequel ils ont toujours combattu.

**Covid-19 en RDC : 55 nouveaux cas confirmés, 81 personnes guéries le 13 février.** Le bulletin du Comité multisectoriel de lutte contre la pandémie de Coronavirus renseigne que 55 nouveaux cas confirmés, dont 32 à

Kinshasa, 15 au Lualaba, 6 au Kongo-Central et 2 au Nord-Kivu ont été enregistrés. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020, le cumul des cas est de 24.294 cas confirmés. Au total, il y a eu 692 décès confirmés et 15.298 guéris.

**Nord-Ubangi : enregistrement de demandeurs d'asile centrafricains.** Selon l'Administrateur de ce territoire : «Jusqu'à la date du 9 février, on a enregistré 6 455 réfugiés. Certains d'entre eux sont encore dans les familles d'accueil et les autres sont sous les huttes. Sur le marché ici, il y a toujours la crise alimentaire. C'est ainsi que nous sommes en train de faire des plaidoyers, si quelle agence humanitaire peut venir rapidement en aide, surtout le problème de la santé, le problème d'abris, pour ceux qui sont encore avec nous. L'enregistrement n'est pas encore terminé, parce que jusque-là, il n'y a pas encore de calme chez nos frères en RCA ».

**Bas-Uélé : la société civile dénonce les tracasseries militaires dans les foyers miniers.** Selon le président de la Société civile des éléments des Fardc en provenance de Kisangani rançonnent les populations dans les carrières dans les carrières en leur faisant payer le droit d'entrée et de sortie. Il plaide pour leur retrait des foyers miniers. L'auditeur militaire du Bas-Uélé dit être informé de cette situation. Cependant, il demande à la Société civile, de lui fournir des informations précises sur les carrières concernées puisqu'il existe beaucoup de foyers miniers dans ce territoire.

**Redynamisation du corps de protection des parcs nationaux pour lutter contre les tueries des éco gardes.** Le Corps Protection des parcs nationaux (PPN) est créé depuis 2015 et fonctionne sous l'administration de trois ministères notamment la Défense, l'Environnement et celui du Tourisme. D'après le commandant du corps PPN, les tueries des éco gardes constituent un des plus grands défis à relever surtout dans le parc des Virunga. Le ministre de l'Environnement, a réaffirmé son engagement pour que les Eco gardes, militaires et tous les autres agents de ce corps bénéficient des conditions qui assurent un travail décent et sécurisé. Parmi des mesures envisagées figure l'interdiction d'exploitation des minerais dans les parcs et l'arrestation de tous les négociants d'or connus comme actifs dans ces zones précises.

**Lundi 15 février.**

**Reprise du procès Vital Kamerhe ce lundi 15 février.** Le procès en appel anti-corruption de 100 jours reprend ce lundi 15 février devant la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe à la prison centrale de Makala. Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet du Chef de l'État et l'entrepreneur libanais Samih Jammal vont comparaître tout en étant malades et hospitalisés, après plusieurs reports des audiences. C'est le 20 juin 2020 que le tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe a condamné le président de l'UNC à 20 ans des travaux forcés, après avoir été reconnu lui et Jammal coupables de corruption aggravée et de détournement de près de 50 millions USD destinés au financement des maisons préfabriquées, dans le cadre du programme de 100 jours du chef de l'État. Kamerhe s'est vu également infligé 10 ans d'inéligibilité, après son emprisonnement. **La plate-forme Soutenons Vital Kamerhe demande sa libération**, sans condition de son leader. Dans une déclaration à la presse samedi 14 février à Kinshasa à l'issue du culte d'action de grâce, le coordonnateur de SVK a déclaré que toutes les preuves ont été réunies pour démontrer l'innocence de Vital Kamerhe : « Étant donné que ce procès est unanimement politique et politisé, vous avez suivi le secrétaire général de l'UDPS dire que Kamerhe est en prison sur la volonté du FCC, le gouvernement a reconnu que les maisons préfabriquées existent au pays et dans les ports des pays voisins, en Tanzanie et en Angola, Human Right Watch a reconnu que Vital Kamerhe est lavé de tout soupçon, nous croyons à l'acquiescement, nous savons donc que le procès qui commence ce lundi en appel, Vital Kamerhe sera lavé et libéré sans condition ».

**Ebola à Butembo : le vaccin déjà opérationnel dans la zone de santé de Biena.** Ministre provincial de la santé, a aussi indiqué que ce vaccin pourrait s'étendre dans d'autres zones de santé incessamment. Il a aussi précisé : "Les actions qui ont été déjà menées, les ménages ont été décontaminés, les structures des soins notamment le centre de santé de Masoya décontaminées; nous avons déjà listé les contacts et nos équipes sont à pied d'œuvre pour pouvoir mener d'autres actions avec la communauté pour qu'elle comprenne que, voilà, nous avons encore une menace et que tous nous devons nous unir, travailler main dans la main pour endiguer cette épidémie le plus rapidement possible". En outre, le Ministre parle également d'un centre de traitement Ebola mis en place et où est isolée actuellement la patiente de 22 ans. Il ajoute que 260 contacts pour tous les trois cas enregistrés sont en cours de suivi de 21 jours et le listage continue.

**Ituri : une femme tuée par les miliciens de FPIC**, au village Kabarole, en territoire d'Irumu. L'évènement s'est passé aux environs de 15 heures locales lorsqu'un groupe des miliciens de la FPIC a quadrillé la zone en tirant des balles en l'air. De leur passage, ces bourreaux ont surpris une femme qui se rendait à la source, puiser de l'eau. Ils l'ont découpé par machette et son corps abandonné dans un champ. Au même moment, certains éleveurs qui se trouvaient dans la zone ont été également piégés par ces bandits. Soixante vaches ont été pillées par ces hors la loi, et onze autres décapitées.

**Nord- Kivu : la délégation des membres du conseil de sécurité de l'ONU rencontre le gouverneur.** Les deux parties ont discuté de plusieurs sujets; entre autres, la question de la justice, l'impunité et la collaboration entre la Monusco et les autorités congolaises dans la lutte contre les groupes armés en province. La délégation du conseil de sécurité de l'ONU, conduite par le diplomate Belge, estime que le processus DDR est essentiel pour une paix durable en RDC. Mais seulement, ce processus connaît beaucoup de défis. Le chef de la délégation et directeur politique des Affaires étrangères, affirme apporter leur soutien aux actions du gouverneur de province dans la lutte contre l'impunité.

**Nord-Kivu : les femmes veulent voir l'impact sur le terrain des résolutions adoptées par l'ONU sur la RDC.** Elles ont posé ce problème, à la délégation des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU. La présidente du Réseau des femmes leaders au Nord-Kivu souligne « Avec tout ce que nous vivons, il y a toujours des attaques, des personnes qui sont tuées, et c'est partout dans la province. Et là, on ne peut pas parler de l'évolution. Il y a Beni, Walikale, Rutshuru... et partout, c'est l'insécurité. Et nous avons besoin de la paix. Nous croyons que cette résolution adoptées par l'ONU, dont la 1325, sera mise en application. Puisque le problème avec les résolutions, ce qu'elles sont votées à New-York, et je crois qu'elles restent à New-York. Elles ne sont pas connues et ne sont même pas mises en application ici sur le terrain. Il faut que ça arrive ici chez nous à Goma. Et nous croyons que cette résolution sera mise en application."

**Nord-Kivu : calme apparent à Mutongo, après la mort de 6 personnes dans des combats entre miliciens.** La population reste terrée dans ses lieux de refuge de peur de représailles des combattants de Guidon. Le village de Mutongo étant occupé pour le moment par les combattants de Bwira. Le député provincial élu de Walikale, dénonce le regain des affrontements entre ces deux factions ayant causé plusieurs conséquences, notamment le déplacement massif des populations et l'incendie des maisons. Selon lui, depuis juillet 2020 on a enregistré une centaine des morts et des blessés parmi les combattants des deux factions rebelles, des pillages des biens et des milliers des déplacés civils sans assistance.

**Ituri : des présumés ADF attaquent le village de Ndalya, 14 civils tués.** Ces rebelles ont contourné les positions des Fardc, proche d'Eringeti dans la province voisine du Nord-Kivu pour commettre ce crime. C'est vers 10 heures locales qu'un groupe des rebelles ADF a envahi la localité de Ndalya pendant que des nombreux habitants étaient à l'église et d'autres chez eux. Ils se sont introduits dans une chapelle et ont abattu certains fidèles et d'autres habitants dans cette entité située sur la route nationale numéro 4. Les habitants de ce village témoignent que les gens couraient dans tous les sens pour se sauver. Le chef coutumier précise que douze personnes dont trois femmes ont été tuées et une dizaine d'autres blessées et le bâtiment d'une église incendié. Deux autres personnes parmi les blessés sont mortes dans une structure médicale à Eringeti au Nord-Kivu où ils avaient été transférés après l'attaque. Ces rebelles ont également pillé plusieurs biens de la population. La circulation a été suspendue pendant presque toute la journée sur le tronçon Komanda-Luna.

**Bas-Uélé : concert de casseroles à Buta pour s'opposer à la réhabilitation du gouverneur Valentin Senga.** « Nous avons voulu faire des actions citoyennes, pour alerter le gouvernement central par rapport à la réhabilitation du gouverneur déchu », a indiqué le président de la société civile Forces vives. Ces manifestations sont consécutives aux préparatifs initiés par le service du protocole en prévision du retour du gouverneur de province dans sa juridiction. L'Assemblée provinciale, le gouverneur et la population attendent l'arrêt de la Cour constitutionnelle et la décision finale de la cour de cassation en ce qui concerne le détournement dont est accusé le gouverneur Valentin Senga, déchu par une motion de censure votée le 29 décembre 2020.

**Bunia : plusieurs quartiers dans le noir depuis 4 mois,** malgré la dotation par le chef de l'Etat Felix Tshisekedi de quatre transformateurs à la population de l'Ituri pour améliorer la desserte en électricité. Contacté, le directeur de l'electrokimo, renseigne que, trois transformateurs sur les quatre envoyés par le chef de l'état était en bonne état. Ce qui a eu un impact sur la faible intensité du courant fournit à la population. Le ministre provincial de l'énergie, pour sa part, justifie la problématique de la distribution du courant électrique fourni la Sokimo par le fait que la centrale électrique de Bundana est devenue vétuste. Bien plus, pour sortir de ce Meli-melo, les ménages non desservis en électricité recourent à l'utilisation des panneaux solaires.

**Kinshasa : plusieurs morts et disparus à la suite d'un naufrage,** d'une baleinière en provenance de Kinshasa vers Mbandaka ce lundi 15 février. Pour l'instant, les causes de cet accident ne sont pas encore connues.

**Attaques armées à Lubumbashi : une ONG appelle à réorganiser des services de sécurité.** Le calme est revenu à Lubumbashi après l'attaque des dépôts d'armements au camp militaire Kimbembe dans la commune Annexe et Kibati dans la commune de Kampemba par des groupes armés. Des dizaines de morts ont été enregistrées. « Cette nouvelle de l'incursion dans la ville prouve à suffisance qu'il y a un laxisme dans le système dans la province du Haut-Katanga, et voilà maintenant la conséquence de ce que nous avons vécu. Les dirigeants ont failli à leur mission parce qu'il est inconcevable que deux sites stratégiques soient attaqués » se désole le président de l'ONG Humanisme et droits



humains (HDH). Il rappelle que le camp Kimbembe loge la Garde républicaine, le camp Kibati est en pleine ville de Lubumbashi et loge les éléments de l'unité commandos.

**Sama Lukonde nommé Premier ministre.** Jusqu'à sa nomination, Sama Lukonde Kyenge fut directeur général de la Générale des carrières et des mines (Gécamines). Né le 4 Août 1977 à Paris (France). C'est en 2006 qu'il a entamé son parcours politique comme député national jusqu'en 2011. Il entre au gouvernement central par nomination en 2014 en qualité de ministre de la Jeunesse, sports et loisirs. Consécutivement à ces fonctions, il est désigné président de la Conférence des ministres de la Jeunesse des pays membres de la Francophonie. En septembre 2015, il démissionne de ses fonctions de ministre des Sports pour obéir à la consigne de son parti (Avenir du Congo), exclu de la majorité présidentielle pour avoir protesté contre un éventuel troisième mandat de Joseph Kabila. Il a alors milité au sein de l'opposition sous le leadership de Moïse Katumbi dans la coalition G7, qui regroupe les sept partis frondeurs de l'ancienne majorité présidentielle. Quelques mois avant les élections de 2018, il s'est désolidarisé de Moïse Katumbi pour soutenir, avec le président de son parti, Dany Banza, Félix Tshisekedi au sein du rassemblement de l'opposition, puis lors de sa candidature à l'élection présidentielle. Sama Lukonde est ingénieur de formation, Diplômé en 1996 en Chimie Industrielle à l'Institut Technique de Mutushi, en 2000 en Informatique/Technique de l'Information en Afrique du Sud ainsi que de l'Université de Lubumbashi en Chimie (Option Inorganique et Métallurgie) en 2006.

**Relance des discussions pour les travaux de construction du barrage Grand Katende.** Le ministère des Ressources hydrauliques et Electricité s'engage à reprendre des discussions avec le gouvernement indien pour le retour sur le chantier du barrage hydroélectrique Grand Katende au Kasai-Central. Le ministre l'a affirmé ainsi après une visite d'évaluation de ce grand projet dont les travaux se sont arrêtés depuis plus ou moins 4 ans. D'après les statistiques transmises au ministre, les travaux effectués sur place par le génie civil représentent 55 %, 75% d'équipements hydroélectriques sont déjà acquis mais malheureusement les entrepôts sont, à ce jour, presque vides. D'après le ministre avec 64 mégawatt, les villes de Kananga, Mbuji-Mayi, Tshimbulu et autres environnantes pourront être desservies.

**Kongo-Central : le gouvernement provincial au chevet des victimes de l'accident de circulation de Kasangulu.** Un bus en provenance de Kwilu-Ngongo, a fini sa course sur la chaussée de la RN1 faisant au passage 17 blessés et 2 morts. Les causes de l'accident ayant coûté la vie à deux personnes sont le mauvais dépassement et à l'excès de vitesse.

**La sécurité sera le domaine prioritaire du gouvernement Sama Lukonde.** « Le président de la République m'a donné sa vision qui s'inscrit dans l'union de la Nation. Il est revenu sur les préoccupations du peuple congolais : la sécurité. La sécurité sera un domaine prioritaire », a indiqué le Premier ministre. A côté des questions sécuritaires, il fait remarquer y a des questions sociales, de développement, de la santé, de la justice, de la gratuité de l'enseignement. « Il faut pour cela accroître les recettes par la politique de la bonne gouvernance, la lutte contre la fraude et les antivauteurs », a expliqué Sama Lukonde. Il a aussi évoqué des réformes parce que, indique-t-il, le pays en a besoin dans plusieurs secteurs : fiscalité, loi électorale, digitalisation du pays. Il donne aux Congolais un rendez-vous au Parlement où il donnera le plan d'action de son gouvernement. Il appelle tous les Congolais à lutter contre la pandémie de Covid-19 Il a aussi fait remarquer que le gouvernement sera réduit et que sa taille sera moins que celle du gouvernement précédent. Le 15 mars il promet d'être devant le Parlement.

**Equity-BCDC s'engage à financer les petites et moyennes entreprises.** La nouvelle banque commerciale Equity-BCDC s'engage à relever le défi de soutenir l'économie congolaise en favorisant l'accès aux banques à tous les Congolais et financer les petites et moyennes entreprises. Il donne aussi d'autres priorités de son action : « La première des choses est d'améliorer l'inclusion financière ou le taux de bancarisation. Aujourd'hui, ça oscille autour de 7 %. C'est très faible. Alors que dans d'autres pays comme au Kenya par exemple, on est à 80%. On ne peut pas avoir un développement économique tant que les gens ou les entreprises sont exclus du secteur bancaire. Donc, ça sera un changement que l'on va opérer ».

# www.africafundacion.org



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*



informaci[ON]  
ilusi[ON]  
difusi[ON]  
concienci[ON]  
pasi[ON] [ON]



*conecta con África*



*conecta con África*



*conecta con África*